

Transcription intégrale



Résultats annuels 2011

-

16 février 2012

Transcription intégrale

Henri PROGLIO

Mesdames et messieurs, chers amis, bonjour. Je vous souhaite la bienvenue dans cette présentation concernant les résultats de 2011 du groupe EDF. Toute la direction du Groupe, ici présente, est ravie de vous accueillir et répondra à toutes vos questions, bien entendu. Nous allons, avec Thomas PIQUEMAL, comme d'habitude, vous résumer cette année dans les faits les plus saillants, et j'aborderai évidemment notre actualité, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle a été relativement dense cette année.

Elle rejoint nos priorités pour 2012. Nous vous les dessinerons rapidement, puis Thomas reviendra sur le détail de nos chiffres et Jean-Paul BOUTTES, directeur de la stratégie, ici présent, vous parlera des énergies renouvelables. Évidemment, nous vous donnerons tout le temps nécessaire pour répondre à toutes les questions de la salle.

En 2011, comme vous le constatez, nous avons réalisé une solide performance, d'autant plus remarquable que le contexte dans lequel nous avons évolué a été, vous le savez, particulièrement troublé. Au-delà de la crise financière de l'été, je ne retiendrai que l'accident de Fukushima dont les conséquences n'ont, vous l'imaginez, pas été neutres pour notre activité, mais nous y reviendrons. Malgré ces événements exceptionnels, notre chiffre d'affaires de 2011 s'inscrit en hausse de 2,7 % à 65,3 milliards d'euros. L'EBITDA, 14,8 milliards d'euros, tenant en compte la compensation liée au TaRTAM, progresse en organique de 6,6 %, reflétant la très bonne performance opérationnelle de la France et du Royaume-Uni. Le résultat net courant de l'exercice : 3,5 milliards d'euros, progresse de 13,4 %, notamment en raison d'une hausse de plus

Transcription intégrale

de 14 %¹ de l'EBIT courant. Le résultat net part du Groupe dépasse 3 milliards d'euros et a été multiplié par 3 par rapport à celui de l'année dernière qui était pénalisé, vous le savez, par des événements exceptionnels non récurrents. Enfin, nous terminons l'année avec une structure financière solide, comme l'indique notre ratio d'endettement de 2,2.

Ces quelques chiffres nous permettent de vous dire que nous avons atteint, voire dépassé les objectifs financiers que nous nous étions fixés pour l'exercice 2011. Alors, je dis « dépassé » parce que, pour l'EBITDA, nous sommes au-delà du haut de la fourchette, nous permettant de répondre à l'objectif de ratio d'endettement avec une dette nette représentant 2,2 fois l'EBITDA et nous proposerons à l'assemblée du 24 mai 2012, le versement d'un dividende de 1,15 euro par action, identique à celui de l'exercice précédent. Voilà rapidement résumés les grands chiffres clés de 2011 qui donnent, en quelques termes, les tonalités de l'activité.

Je voudrais passer un peu plus de temps sur le pourquoi et le comment de ces chiffres. Comment sommes-nous parvenus à de telles performances dans un environnement difficile, marqué par des marchés énergétiques internationaux volatiles et dans des conditions macro-économiques que vous savez difficiles ? Nous n'avons effectivement ménagé aucun de nos efforts et les faits marquants de 2011 sont là pour en attester, à commencer par celui qui me tient le plus à cœur, c'est-à-dire l'opérationnel. Les résultats sont là, à commencer par l'excellence de notre performance industrielle. Trois faits particuliers illustrent ces progrès : tout d'abord, dans la production nucléaire en France, nous pouvons constater que nous avons dépassé les objectifs

¹ EBIT en hausse de 75,6% par rapport à 2010

Transcription intégrale

ambitieux que nous nous étions assignés – performance d'autant plus remarquable que le calendrier des visites décennales était peu favorable avec, vous le savez, neuf visites décennales contre cinq en 2010, augmentant par définition le temps d'arrêt programmé de nos centrales et, en contrepartie, le programme de remplacement des gros composants a permis de réduire sensiblement le nombre d'arrêts fortuits, ceci compensant plus que cela. C'est ainsi que la production a atteint 421 TWh, dépassant nos objectifs pourtant revus deux fois à la hausse, au cours de l'exercice.

Nous avons par ailleurs obtenu une progression de notre coefficient de disponibilité. Il est passé à 80,7 %, progression record jamais encore réalisée en un an, depuis que nos 58 réacteurs sont en fonctionnement. Vous vous souviendrez que nous avons créé l'événement en début d'année 2011 en connectant les 58 réacteurs au réseau, entre le 9 et le 15 janvier de l'exercice 2011. La performance désormais avérée de notre parc nucléaire a révélé deux éléments que je tiens à souligner. Le premier, c'est que nous avons su répondre, sans problème, à la demande des consommateurs, de manière continue et que la démonstration vient d'en être faite ces dernières semaines, avec des pics de consommation historiques puisque nous avons franchi les 101 000 MW à plusieurs reprises. Le deuxième, c'est que cette production nucléaire a permis de compenser la baisse de l'hydraulique en 2011, puisque nous avons vécu la seconde année la plus sèche depuis vingt-deux ans avec des conditions climatiques de plus en plus erratiques. On voit là tout l'intérêt d'un mix énergétique diversifié tel que nous le prônons.

Transcription intégrale

Deuxième fait illustrant notre performance industrielle dans le nucléaire : le Royaume-Uni. Nous y avons également dépassé nos objectifs avec 55,8 TWh produits.

Troisième exemple d'amélioration de notre performance, cette fois dans la distribution : la nette amélioration de la qualité de nos réseaux a permis à ERDF de réduire le temps de coupure de près de 17 % à 70,6 minutes, tout ceci grâce à une politique d'investissement soutenue, menée en 2011, puisque 2,8 milliards d'euros ont été investis, soit 10 % de plus qu'en 2010, pour améliorer la qualité et la fiabilité du réseau de distribution. Voilà pour les exemples de la poursuite de l'amélioration opérationnelle des performances du Groupe.

Dans un autre registre, la clarification de nos participations, nous pouvons également dire que nos engagements ont été tenus. Comme vous avez pu vous en rendre compte, nous avons pour habitude de dire ce que nous allons faire et de faire ce que nous avons dit. Après avoir dénoué des grands dossiers complexes fin 2010 – je rappelle qu'il s'agissait de l'Allemagne avec EnBW et des États-Unis avec Constellation – nous avons procédé à deux grandes opérations marquant elles aussi notre volonté de maîtriser notre destin. La première, j'ai déjà eu l'occasion de m'en expliquer avec vous, c'est l'appel d'offres lancé sur 100 % du capital d'EDF Énergies Nouvelles en avril 2011. Cette offre s'est terminée avec un succès total ; nous détenons désormais 100 % d'EDF Énergies Nouvelles, ce qui nous permet de réaffirmer l'engagement d'EDF en faveur des énergies bas carbone et notre ambition d'atteindre en 2020 un mix énergétique diversifié comprenant 25 % d'énergies renouvelables. Je m'y arrêterai un peu plus longtemps dans quelques minutes.

Transcription intégrale

La deuxième opération qui va constituer un enjeu majeur de 2012 est la clarification de notre situation en Italie, avec la prise de contrôle d'Edison. Là encore, j'y reviendrai dans un instant car ces décisions s'inscrivent pleinement dans notre stratégie – une stratégie annoncée en mai dernier et que je souhaite réaffirmer aujourd'hui même, une stratégie qui doit servir l'ambition d'EDF d'être le premier électricien mondial avec un mix énergétique diversifié. Et dans ce mix, le thermique a toute sa place puisque l'objectif fixé en est de 25 % pour le Groupe représentant ainsi une croissance de 7 à 10 GW d'ici 2020. Nous devons pour cela poursuivre la modernisation du parc thermique. En France, nous avons à cet effet mis en service le cycle combiné à gaz à Blénod en octobre dernier, 430 MW, et procédé aux premiers tests d'un autre cycle combiné à gaz à Martigues qui remplacera une ancienne centrale au fuel. Mais c'est aussi en Pologne, avec l'énorme projet de construction d'une centrale au charbon de 900 MW dite « supercritique », dotée d'une technologie performante fournie par Alstom. Cette centrale permettra de remplacer les quatre unités les plus anciennes de la centrale de Rybnik par une unité plus efficace, avec des rendements de 45 % se situant parmi les plus élevés du marché. De plus, et c'est essentiel dès que l'on parle de charbon, elle réduira très sensiblement les émissions de CO₂.

Pour rester dans le registre de l'innovation, les records de consommation de ces derniers jours vous aurons sans doute sensibilisés à cet égard, nous venons de signer un partenariat ambitieux avec General Electric pour le développement d'une centrale à gaz de nouvelle génération. Elle permettra d'atteindre une puissance maximale en moins de 30 minutes, atout majeur pour face aux pics de consommation liés notamment au grand froid. La première centrale de ce type verra le

Transcription intégrale

jour à Bouchain, dans le Nord, et permettra de prolonger la durée de vie d'un site EDF sur lequel est actuellement implantée une centrale de charbon dont l'exploitation s'arrêtera en 2015. Si nous renforçons notre action dans le thermique, la sécurisation de nos approvisionnements en gaz est essentielle, notamment pour l'alimentation de nos centrales électriques au gaz. Deux projets d'envergure ont été engagés en 2011 : la construction du terminal méthanier de Dunkerque, qui vient de démarrer, vaste chantier de 1 milliard d'investissement porté essentiellement par EDF. Il mobilisera plus de 1 800 personnes et sera mis en service en 2015. L'autre initiative concerne notre prise de participation de 15 % aux côtés de Gazprom, Eni et Wintershall dans le gazoduc South Stream. Pour EDF, cette entrée dans South Stream présente une très forte cohérence stratégique avec ce qui constitue l'un des enjeux majeurs de 2012 : faire de l'Italie, via la plateforme de développement que constitue Edison, la future plate-forme gazière du Groupe.

La prise de contrôle, qui sera désormais rapide d'Edison, constitue en effet une carte maîtresse dans la stratégie européenne et gazière d'EDF. La pertinence de cette décision tient à la cohérence de tous les facteurs liés à la situation stratégique de l'Italie. Vous le voyez sur cette carte, l'Italie est le point de convergence de nombreuses infrastructures gazières dans South Stream, comme vous le montre le graphique présenté devant vous et le rôle majeur de l'Italie qui en découle dans la sécurisation des approvisionnements en gaz de la plaque européenne. Par ailleurs, l'existence de nombreux projets hors Italie, notamment avec la Turquie, atteste de cette importance géostratégique. Vous comprenez notre ambition de faire d'Edison la plate-forme gazière du Groupe et sa base de développement sur le bassin méditerranéen. Cette opération a aujourd'hui

Transcription intégrale

reçu l'accord des milieux politiques, essentiel pour une entreprise de service public comme EDF, qui plus est dans le secteur stratégique qu'est l'énergie. On a également reçu l'aval de tous les actionnaires italiens d'Edison et je peux vous annoncer que nous venons de finaliser l'accord avec nos partenaires italiens, il y a simplement quelques heures.

Alors si vous me le permettez, je voudrais avoir un mot particulier pour saluer aujourd'hui la mémoire de Giuliano ZUCCOLI, président d'A2A et d'Edison, disparu le week-end dernier. Il a été un partenaire défendant pied à pied ses positions, mais un patron de stature exceptionnelle et pour lequel j'ai le plus grand respect. Sa disparition intervient au moment où nous sommes sur le point de finaliser ce grand projet, puisqu'il ne manque plus que l'accord des autorités de la concurrence et de la Consob sur, comme vous le savez, le prix retenu.

Avec cette opération, EDF devient un grand opérateur gazier en Italie, présent sur toute la chaîne – exploration, production et commercialisation – ce qui est bien sûr une position qui bénéficiera à l'ensemble du Groupe. EDF devient parallèlement le troisième électricien du pays, avec le contrôle de plus de 7 GW de capacité de production. Cette opération présente l'avantage d'un impact financier limité pour le Groupe EDF et Thomas y reviendra dans quelques minutes. Enfin, c'est une opération gagnant-gagnant puisque Edison bénéficiera d'un actionnariat stable, d'un actionnaire acteur majeur de l'énergie lui offrant accès aux grands partenaires et aux grands partenariats internationaux, comme celui négocié récemment avec Gazprom.

Je n'ai pas besoin d'en dire beaucoup plus, l'aspect stratégique est patent, le montage financier satisfaisant à la fois pour toutes les parties et pour la péninsule italienne... Et comme je vous le

Transcription intégrale

disais tout à l'heure, nous retrouvons la maîtrise de notre destin. Je crois qu'il était important d'y consacrer quelques minutes, comme je vais le faire maintenant avec ce qui fut, et le reste, une grosse partie de l'actualité de 2011 : le nucléaire.

J'ai souvent eu l'occasion de revenir sur ce sujet au cours des derniers mois et de dire qu'il n'y avait de nucléaire possible que si, bien sûr, il était sûr. L'accident de Fukushima a remis en lumière cette absolue nécessité. En France comme au Royaume Uni, les autorités de sûreté nucléaire ont procédé aux audits nécessaires et pour l'un comme pour l'autre, le bon niveau de sûreté de nos parcs nucléaires a été validé. En France, l'ASN a publié son rapport détaillé au mois de janvier en validant les propositions de travaux complémentaires de sûreté sur l'ensemble du parc.

Autre fait important pour notre industrie cette année, la filière nucléaire française est en ordre de marche et mobilisée, tant au service du parc nucléaire qu'au service de ces perspectives internationales. Une étape importante avait été franchie dès le mois de juillet avec notamment la signature d'un accord technique et commercial entre EDF et AREVA. Il portait sur trois éléments essentiels : la poursuite de l'optimisation de l'EPR, l'amélioration de la maintenance et de l'exploitation du parc nucléaire existant et la gestion du cycle du combustible. La finalisation au cours des derniers jours d'un nouvel accord entre EDF et AREVA relatif à l'approvisionnement à long terme d'EDF en uranium place désormais EDF et AREVA dans un partenariat stratégique complet et opérationnel qui se concrétise aussi avec des projets de construction de nouveaux réacteurs. Trois projets d'envergure ont notamment connu des avancées majeures : Flamanville dont le calendrier révisé est désormais respecté, avec une première production commercialisable

Transcription intégrale

programmée pour 2016. 88 % du génie civil et 21 % des montages électromécaniques sont d'ores et déjà réalisés.

Taishan en Chine, réalisé en partenariat avec CGNPC, avec AREVA et avec les plus grandes entreprises chinoises de génie civil ; la pose du dôme en octobre dernier, étape très symbolique de ce type de chantier, marque l'aboutissement d'un travail de plus de deux ans qui a mobilisé plus de 2 000 personnes.

Enfin, en Grande-Bretagne, pays dont nous sommes le premier producteur d'électricité, nous poursuivons, avec détermination l'ambition de construire quatre réacteurs.

En juillet dernier, le parlement britannique a ratifié le programme de construction des nouvelles centrales nucléaires, le pays a également lancé une réforme du marché de l'électricité qui instaure un certain nombre de conditions favorables à l'investissement dans les énergies décarbonées dont le nucléaire. Il s'agit de la fixation d'un prix plancher du carbone et de l'instauration de contrats à long terme visant à garantir une stabilité du prix du nucléaire dans la durée.

Je vous l'ai dit, l'année 2011 a aussi clairement marqué notre ambition dans le domaine des énergies nouvelles avec la reprise de 100 % d'EDF Énergies Nouvelles.

J'aimerais rappeler que le tiers des investissements de développement (3,9 milliards d'euros en 2011) a été consacré au développement de nouvelles capacités de production dans l'éolien et le solaire, un montant d'investissement pour le Groupe comparable à celui du nouveau nucléaire.

2011 a constitué une année record en termes de mise en service des projets d'EDF dans l'éolien et le solaire pour plus de 800 MW, portant à plus de 3 500 MW bruts les capacités en exploitation de

Transcription intégrale

l'éolien et à près de 415 MWc bruts celles du solaire. Ce domaine des énergies nouvelles vise également d'autres sources renouvelables comme l'énergie marine, l'illustration en a été faite avec la mise en eau de la première hydrolienne, immergée au large de Paimpol-Bréhat, cet automne, à une profondeur de 35 mètres, pour en tester le fonctionnement en condition réelle. Avec quatre à six hydroliennes en production destinées à alimenter 2 000 à 3 000 foyers, ce projet doit aboutir en 2013 à la mise en service d'un parc complet qui constituera une première mondiale.

Comme vous le voyez, l'innovation est une source inépuisable d'énergie pour EDF EN qui se trouve, aujourd'hui, à un tournant de son histoire. EDF EN, c'est une belle histoire d'entreprise et une belle histoire d'entrepreneur.

Je voudrais, sur ce point, une nouvelle fois, rendre hommage et remercier Pâris MOURATOGLOU et David CORCHIA pour le parcours remarquable d'EDF Énergies Nouvelles.

Une nouvelle page va s'ouvrir et je suis heureux d'accueillir Antoine CAHUZAC qui vient de prendre ses fonctions de directeur général auprès de Jean-Louis MATHIAS qui en assurera la présidence. Ils prennent la responsabilité de métiers passionnants et à très fort potentiel, avec des équipes de développement remarquables et fortement mobilisées. EDF EN est l'un des leaders mondiaux des énergies renouvelables, présent dans 13 pays, avec des résultats opérationnels et financiers exceptionnels en 2011.

Je vous l'ai dit, 2011 a constitué un record des mises en service dans l'éolien et dans le solaire.

Transcription intégrale

Parallèlement, la construction de nouvelles capacités de production a été lancée. Elles représenteraient près de 1 800 MW au 31 décembre.

Ces chiffres nous confortent dans notre volonté de développement, comme en témoigne la réponse d'EDF EN à l'appel d'offres pour l'éolien offshore en France. En consortium avec ALSTOM, EDF EN a déposé quatre dossiers réunissant les meilleures compétences pour répondre de manière compétitive à ces projets. Ce projet très ambitieux sur le plan industriel représente, si nous en étions les vainqueurs, de surcroît l'énorme avantage de créer 7 500 emplois. Nous attendons la réponse pour avril prochain.

Nous avons, par ailleurs, également, des projets très importants de développement dans le même domaine éolien offshore en Grande-Bretagne.

Voilà, j'en ai fini avec les faits marquants de 2011 qui attestent des progrès incontestables du Groupe. Ils ont, par ailleurs, dessiné, en grande partie, nos priorités pour 2012.

Je vais essayer d'être bref sur les priorités de 2012, puisque beaucoup de choses ont déjà été dites. Et, quand je dis « essayer », c'est que l'actualité apporte chaque jour son lot de nouvelles importantes pour l'avenir d'EDF. Quoi qu'il en soit, je souhaite terminer sur les grandes priorités d'EDF en 2012. Elles sont simples et tiennent en trois mots : investissement, innovation et emploi. Sans investissement et sans innovation, il est illusoire de parler de croissance. Les investissements sont le moteur d'une industrie gagnante. Que ce soit en temps de crise ou non, pour assurer l'avenir, il faut savoir investir de manière maîtrisée, bien évidemment, lucide et exigeante. Mais une chose est sûre, l'investissement ne peut servir de variable d'ajustement, et encore moins

Transcription intégrale

lorsqu'il s'agit de sécurité. C'est en tout cas la ligne de conduite d'EDF et nous n'avons pas attendu l'accident de Fukushima pour consacrer des investissements nécessaires à la sûreté du nucléaire, pas plus que nous n'avons sacrifié ceux nécessaires au développement de notre Groupe qui se montent à peu près de 11 milliards d'euros.

Ainsi, entre 2009 et 2011, les capex bruts du Groupe ont connu une croissance de 13 % pour atteindre plus de 11 milliards, dont les deux tiers pour la France – part en constante augmentation. Bien évidemment, la maintenance du nucléaire et les réseaux de distribution ont largement bénéficié de cette hausse puisqu'ils totalisent à eux seuls 4,8 milliards d'euros.

Les investissements dans la maintenance nucléaire en France ont connu une croissance de 48 % en trois ans et celle des réseaux de 17 %, et nous allons continuer pour servir nos priorités en 2012.

En France, sans surprise, notre priorité reste la poursuite de l'amélioration de la performance industrielle pour atteindre notamment notre nouvel objectif de production nucléaire pour 2012, au moins équivalent à celui de 2011. Cet objectif tient compte de la poursuite à un rythme soutenu du programme de remplacement des gros composants, notamment des générateurs de vapeur qui imposent des arrêts longs et complexes, venant s'ajouter aux six nouvelles visites décennales prévues cette année. On pourrait également aussi ajouter des jours d'arrêt supplémentaires pour tenir compte des évaluations de sûreté.

A l'international, nous avons d'abord un enjeu important dans le nouveau nucléaire, avec un rendez-vous cette année sur la décision d'investissement au Royaume-Uni, comme nous l'avons déjà mentionné. Un autre enjeu nous attend de l'autre côté de la Manche, avec l'extension de la

Transcription intégrale

durée de vie des centrales nucléaires. EDF Energy a complété de nouvelles études techniques lui permettant de fixer désormais un allongement de la durée de vie des réacteurs AGR de 7 ans en moyenne, contre 5 ans annoncés en 2010. Nous devons bien sûr obtenir l'approbation de l'autorité de sûreté britannique² à cet égard. En parallèle, d'autres pays s'apprêtent à lancer de nouveaux appels d'offres pour le développement du nouveau nucléaire et, je vous l'ai dit, nous serons au rendez-vous.

Pour la filière gaz, l'Italie sera bien sûr la priorité, je vous en ai expliqué la logique. Un point toutefois à souligner : l'importance de l'intégration parfaite d'Edison et des synergies fortes entre Edison et EDF. Ainsi, la construction du terminal de Dunkerque sollicitera les ingénieurs et les compétences d'Edison qui ont construit déjà, vous le savez, le terminal de Rovigo.

Dans les énergies renouvelables, Jean-Paul BOUTTES, Directeur de la stratégie, va vous détailler notre stratégie dans les énergies renouvelables. Je dirais simplement que le développement à l'international dans l'éolien et le solaire doit s'appuyer sur la complémentarité des pays d'implantation entre EDF et EDF EN, mais aussi bénéficier, bien sûr, des connaissances d'EDF dans le fonctionnement des systèmes électriques et de ses compétences particulières en ingénierie. Nous irons chercher la croissance dans les zones à fort potentiel pour l'éolien et le solaire. Nous sommes à l'affût d'opportunités dans le marché solaire aux États-Unis, par exemple, marché en particulièrement rapide progression.

² Il s'agit du "Nuclear Decommissioning Authority" et non de l'ONR, équivalent de l'ASN en France

Transcription intégrale

En France et en Grande-Bretagne, dans l'éolien offshore, nous attendons, comme je vous l'ai indiqué, la réponse à d'importants appels d'offres. Et dans le domaine du solaire, 2012 sera l'année de mise en service des grands projets en cours de construction.

Nous avons, par ailleurs, l'ambition de développer de grands projets dans le grand hydraulique, semblables à ce que nous avons réalisé au Laos, en Amérique du Sud, au Moyen-Orient et en Asie. Dans les réseaux, nous poursuivons les partenariats à l'international. Comme vous le savez, après avoir signé en Russie avec MRSK un très important contrat de gestion déléguée, ERDF consolidera sa coopération en Chine avec le principal distributeur d'électricité de la province du Shaanxi (près de 40 millions d'habitants) dont les besoins sont considérables, puisque la consommation d'électricité a doublé au cours des cinq dernières années dans cette province. Savoir investir, c'est aussi consacrer des budgets nécessaires à la recherche et au développement. EDF est, je vous le dis, un acteur clé de la recherche dans le domaine de l'énergie. EDF doit bien entendu, le rester. La croissance de notre budget de recherche est une preuve de cette volonté. Nous investissons 500 millions d'euros dans la recherche – c'est beaucoup d'argent, c'est un effort important, c'est un effort prioritaire. Alors pour vous en donner quelques illustrations, je citerai les pompes à chaleur, domaine dans lequel EDF est depuis longtemps en pointe, avec un concept particulièrement innovant de pompes à chaleur compactes à très hautes performances techniques, ou bien encore l'avancée majeure dans le domaine des smart grid avec le système de courants porteurs en ligne d'ERDF, développé par notre département de R&D et reconnu comme standard international, étape très importante pour le déploiement des compteurs intelligents. Et

Transcription intégrale

bien entendu, l'innovation dans le domaine des énergies renouvelables, notamment dans la production de panneaux plus compétitifs pour le photovoltaïque. Et puisque je parle de photovoltaïque, je vais vous faire un point précis sur le dossier Photowatt pour que les choses soient claires.

EDF via EDF Énergies Nouvelles Réparties, vient de déposer une offre pour la reprise des activités de Photowatt, unique fabricant français de cellules photovoltaïques à base de silicium et placé en redressement judiciaire en novembre 2011. Photowatt et EDF ENR se connaissent bien, étant depuis 2008 coactionnaires de PV Alliance, société de recherche et développement dans le domaine des technologies photovoltaïques dont une technologie très en pointe au nom barbare d'hétérojonction. Ce point est très important car si nous n'avons pas, en première analyse, vocation à faire de l'intégration verticale, la candidature d'EDF ENR nous a parue logique, compte tenu de cette technologie particulièrement porteuse d'avenir et de la nécessité de soutenir le développement du tissu industriel proche de notre activité.

L'hétérojonction permet de fabriquer des cellules de silicium à haut rendement supérieur à 20 % et est appelée à remplacer la technologie actuelle dans les années à venir. Par ailleurs, elle nous permettra de nous adosser à une véritable filière industrielle. Nous avons donc conditionné notre offre à la reprise de 100 % de PV Alliance, des technologies, et à l'obtention d'une licence exclusive mondiale sur l'hétérojonction. Elle viendrait opportunément enrichir le portefeuille d'activités d'EDF ENR. Dans ce cadre, une fois encore, les aspects positifs sont nombreux et il me paraît important de les rappeler : attitude responsable d'EDF qui contribue au développement des

Transcription intégrale

technologies innovantes et compétitives en France ; attitude responsable d'EDF qui maintient en France le fruit innovant d'une recherche française – ce que nous avons souvent l'art de ne pas savoir préserver ; attitude responsable d'EDF enfin et non des moindres, cette opération permet de créer une filière européenne compétitive. L'opération permet de sauver une entreprise à l'expertise novatrice mais aussi de sauver ses emplois.

En conclusion, je vais vous parler d'un sujet qui me tient particulièrement à cœur : l'ambition sociale de notre Groupe.

Ceux qui me connaissent ont entendu de ma bouche, depuis le premier jour de ma prise de fonction, que l'ambition sociale d'EDF est l'une de mes priorités. Je ne varie pas, et en tout premier point, grand sujet de fierté, EDF est un recruteur net. En 2011, nous avons recruté 1 600 personnes dans le nucléaire, 1 400 personnes dans la distribution, 450 personnes dans les activités commerciales. En 2012, nous embaucherons plus de 6 000 personnes en France, près de 540 en Grande-Bretagne au travers d'EDF Energy.

Juste un rappel, aujourd'hui EDF c'est 160 000 salariés dans le monde, dont plus de 100 000 en France, et pour mémoire, en 4 ans, 30 % de départs en retraite dans notre pays, dont 1 sur 2 dans le nucléaire, voilà des échéances auxquelles nous devons faire face.

Nos enjeux sont donc considérables en termes de formation, lorsqu'on connaît le degré de technicité et d'expertise que nécessitent nos métiers.

Et j'ai la ferme volonté qu'à EDF, la formation soit accessible à tous, qu'EDF soit un modèle d'insertion sociale en participant au renouvellement des compétences, mais aussi en favorisant

Transcription intégrale

l'insertion des jeunes. C'est la raison pour laquelle nous favoriserons l'alternance, encore insuffisamment pratiquée en France et qui est un révélateur de talents au sein d'une entreprise. Elle doit y prendre toute sa place comme un instrument moderne et universel d'intégration sociale. Chez EDF, 1 technicien sur 4 est issu de l'alternance, 5 000 alternants sont accueillis chaque année.

Et j'en terminerai avec le projet qui sera la plate-forme de notre ambition sociale, la création du campus EDF de Saclay. Je ne résiste pas à vous montrer la photo du futur campus de Saclay. J'en suis fier, ça sera un atout pour EDF, pour conforter sa culture au service du public. Vous voyez à droite, la partie recherche ; à gauche, la partie formation et création de compétences. Pluridisciplinaire et multiculturel, le campus, donc la partie gauche, accueillera chaque année dès 2015, 15 000 stagiaires du simple apprenti au manager aguerrri, de toutes les nationalités. Ce campus de 25 000 mètres carrés sera le plus grand pôle de formation européen du secteur de l'énergie doté de 150 millions d'euros d'investissement. Voilà ce que je voulais vous dire : investissement, innovation, emploi, ces trois mots clé dessinent on ne peut mieux l'ambition d'un EDF conquérant, engagé, plaçant très haut ses responsabilité d'entreprise industrielle dans le monde d'aujourd'hui et dans le monde de demain.

Je vous remercie de votre attention. Je passe la parole à Thomas PIQUEMAL et je vous retrouve tout à l'heure pour répondre à vos questions.

Thomas PIQUEMAL

Mesdames et Messieurs, bonjour. Je vais donc maintenant détailler nos résultats pour cet exercice 2011.

Je vous confirmerai également nos perspectives et notre trajectoire 2011-2015. À cette occasion, je vous indiquerai que nos objectifs pour l'année 2012 sont en tous points conformes à cette trajectoire et enfin je reviendrai sur quelques étapes importantes du développement du Groupe au cours des deux dernières années.

Alors nos résultats, vous les connaissez, le Président Henri PROGLIO vous a présenté les principaux chiffres à l'instant.

Je reviendrai simplement sur le fait qu'ils sont supérieurs à nos attentes. Je vous avais indiqué, pas plus tard qu'il y a un an, une fourchette pour l'EBITDA comprise entre 14,7 et 15 milliards d'euros avant charges exceptionnelles du TaRTAM. Nous sommes à 15 milliards, [14,8 + 0,2] soit + 6,6 % par rapport à une fourchette de 4 à 6 %. Nous avons un consensus de résultat net courant autour de 3,3 milliards, nous sommes à 3,5 milliards, + 13,4 % par rapport à l'année précédente.

Je vous avais indiqué une fourchette de ratio dette sur EBITDA de 2,1 à 2,3, en pensant que nous aurions Exeltium, nous n'avons pas eu Exeltium mais nous sommes à 2,2. Bref, au-dessus de nos objectifs, et je vais maintenant vous expliquer pourquoi.

Alors tout d'abord, grâce à la croissance de l'EBITDA – je l'ai dit, 6,6 % de croissance avant la charge exceptionnelle de TaRTAM de -170 millions – grâce à la bonne performance de la France, +540 millions d'euros, et du Royaume-Uni, entre autres, +153 millions d'euros.

Transcription intégrale

Une autre façon de voir la progression de ces résultats est de l'analyser par grand domaine d'activités, notamment en France en séparant la partie non régulée (c'est-à-dire production, commercialisation, optimisation) de la partie régulée (c'est-à-dire dans ces chiffres, depuis que RTE est mis en équivalence, principalement ERDF). Vous voyez qu'en France, si la progression de l'EBITDA est de 6,3 %, c'est grâce à ERDF qui enregistre une performance tout à fait remarquable, + 13,4 % en 2011 par rapport à 2010. Cette bonne performance a été atteinte grâce non seulement à la bonne maîtrise des OPEX mais aussi à la facturation pour la première fois, grâce à ce qui avait été obtenu dans le cadre de la discussion sur la loi NOME, du coût de raccordement des producteurs photovoltaïques, grâce aussi à la diminution du coût des pertes, et tout ceci malgré un climat 2011 plus doux que le climat 2010.

Très bonne performance d'ERDF, bonne performance aussi du non régulé en France (+3 %) mais un taux de croissance inférieur.

Royaume-Uni : + 8,5 %.

En revanche en Italie, - 25,2 % de l'EBITDA, il s'agit là du fait que les marges continuent à se contracter, à la fois dans l'électricité et dans le gaz, conformément d'ailleurs aux attentes, et j'ai même envie de dire que malgré ces chiffres, les chiffres d'Edison sont supérieurs à ce qui avait été prévu pour l'année 2011, j'y reviendrai tout à l'heure.

Les autres segments progressent aussi, surtout dans l'Autre International, + 19,5 %.

Grâce à cette croissance de l'EBITDA de 6,6 %, grâce également à une réduction de la charge d'amortissements et de provisions pour renouvellement qui passe de 6,9 milliards à 6,5 milliards.

Transcription intégrale

L'EBIT courant (je reviendrai tout à l'heure sur les éléments non récurrents de l'année précédente et ceux de cette année), donc avant ces éléments, est en progression de 14 %. Pourquoi est-ce que la charge de dotation aux amortissements et de provision pour renouvellement est en recul, alors que vous le savez, le Groupe poursuit son effort d'investissement. C'est pour deux éléments principaux : le premier, c'est parce que nous avons obtenu fin 2010 en Angleterre l'extension de durée de vie sur deux réacteurs, ce qui nous a permis de réduire la charge d'amortissement de l'ordre de 140 millions d'euros en étalant l'amortissement sur une durée de vie plus longue et aussi dû au fait que chez ERDF, la provision pour renouvellement est inférieure de l'ordre de 200 millions d'euros à ce qui avait été comptabilisé en 2010, à la suite d'un calcul statistique plus précis sur les durées de renouvellement et la valeur des biens immobilisés chez ERDF.

Au global donc, +14 % d'EBIT courant, +75,6 % si on le compare aux chiffres publiés l'année dernière. Ce qui explique une hausse du résultat net courant de 13,4 % sur l'année, je vous l'ai dit tout à l'heure en introduction – 3,5 milliards d'euros, contre 3,1. C'est bien sûr la bonne performance opérationnelle. C'est l'effet sur les amortissements que j'ai mentionné tout à l'heure. C'est aussi la baisse de notre charge financière qui passe de l'ordre de 3,9 milliards l'année précédente à 3,8 milliards (-3 %), grâce à une meilleure rotation des actifs dédiés, ainsi qu'une variabilisation en cours d'année 2011 qui a été profitable au Groupe, variabilisation naturellement de notre dette.

Le résultat net part du Groupe est de 3 milliards, il est multiplié par 3 par rapport aux résultats publiés l'année précédente qui étaient marqués par un certain nombre d'éléments exceptionnels.

Transcription intégrale

Vous vous en souvenez, nous avons enregistré pour 2,7 milliards de charges exceptionnelles l'année précédente, le grand chiffre était 1 milliard aux États-Unis, 900 millions sur l'Italie et d'autres éléments. Cette année, les éléments non récurrents sont négatifs à hauteur de - 510 millions d'euros. Il y a du positif et du négatif. Le positif, c'est la plus-value de cession d'EnBW (253 millions d'euros) que nous avons déjà enregistrée sur le premier semestre. Sur l'Italie, nous avons enregistré une charge complémentaire, dépréciation d'*impairment* de 304 millions d'euros. Il s'agit là, principalement à hauteur de 250 millions d'euros de l'écart de valorisation entre le prix de cession d'Edipower chez Edison et le prix de revient dans les livres d'Edison (250 millions). DALKIA International, les -135 millions avaient déjà été enregistrés sur le premier semestre, il s'agit de la dépréciation de la filiale italienne. Un élément nouveau sur le deuxième semestre, ce sont les -320 millions d'Alpiq. Il s'agit, puisque nous détenons 25 % de cette société suisse, de 25 % des charges de dépréciation, *impairment*, de goodwill passées par Alpiq.

Un élément positif, 266 millions chez ERDF qui a ré-estimé la durée de vie d'un certain nombre d'immobilisations, il s'agit là principalement des câbles BT torsadés dont la durée de vie a été ré-estimée de 40 ans à 50 ans, qui permet d'enregistrer sur la base historique et donc le stock de provision pour renouvellement, un gain non-récurrent de 266 millions d'euros. Bref, au global, - 510 de charges non récurrentes.

Maintenant, je vous propose d'analyser la performance pays par pays, grand secteur d'activité par grand secteur d'activité, à commencer naturellement par la France. Je l'ai dit tout à l'heure, progression de l'EBITDA de 6,3 %. Bien sûr, il y a l'effet prix de marché (+106 millions), l'effet tarif

Transcription intégrale

entre le TURPE et la part énergie, mais vous le voyez sur ce graphique, c'est surtout la bonne performance du parc nucléaire (+587 millions) qui a permis de compenser la baisse de la production hydroélectrique. Vous le voyez sur la partie gauche, le nucléaire a permis d'avoir une production supérieure de 13 TWh par rapport à l'année précédente, alors que l'hydraulique était en recul de 12 TWh. Il s'agit là d'une année, j'ai presque envie de dire, catastrophique, en matière de production hydraulique. On n'y peut pas grand-chose, cela dépend du niveau de la pluviométrie. Cela dépend également du remplissage des barrages, mais c'est grâce à la bonne performance du nucléaire que nous avons pu compenser cet effet 2011.

J'en profite pour commenter la partie droite de ce bilan électrique sur lequel vous voyez apparaître, en haut, à droite, le volume de ventes à l'Arenh, qui est donc le nouveau dispositif en France : 31 TWh, c'est le volume que nous avons vendu sur le deuxième semestre. La vente au client final est en recul de 41 TWh. Il s'agit là de deux effets : un effet climat, je vous l'ai dit tout à l'heure, un climat plus doux en 2011 par rapport à 2010, environ 26 TWh et aussi une perte de parts de marché, notamment sur le haut de portefeuille ; les grands clients.

La performance du parc nucléaire était tout à fait remarquable, le Président Henri PROGLIO l'a dit tout à l'heure. Vous le voyez sur ce graphique, cette performance a été rendue possible parce que le nombre total de jours d'arrêts a baissé (4 435 jours en 2010 contre 4 125 jours en 2011) et tout ceci alors que, vous le voyez sur la partie grise de ce graphique, les arrêts programmés, c'est-à-dire les visites décennales notamment, ce qui est prévu et normal, étaient en hausse. C'est là l'effet du nombre de visites décennales qui était supérieur en 2011 par rapport à 2010 (9 contre 5), mais

Transcription intégrale

vous voyez que malgré tout, le nombre de jours d'arrêts est en baisse, grâce notamment à la baisse des jours d'arrêts fortuits. C'est le résultat d'une meilleure maintenance préventive, c'est le résultat des grands programmes d'investissement. Les jours de prolongation d'arrêts sont en amélioration marginale (1 017 contre 1 078). C'est là tout notre objectif, pour l'année prochaine, de poursuivre l'amélioration de notre gestion des arrêts programmés, de poursuivre le déploiement des techniques justement de gestion des arrêts, que ce soit par exemple le COPAT qui sera pleinement déployé fin 2013 avec un effet total en 2014.

Mais même si notre ambition est grande pour l'année 2012, même si les résultats 2011 sont tout à fait remarquables avec, comme l'a dit le Président tout à l'heure, un taux de disponibilité de 80,7 % (malgré le fait que nous ayons perdu 1,5 point de Kd sur ces visites décennales), nous sommes tout de même prudents avec un objectif de production nucléaire compris entre 420 et 425 TWh pour 2012 contre 421,1 en 2011. Nous sommes prudents, parce que même si nous avons moins de visites décennales, il y en a deux qui se sont légèrement décalées sur 2012 et par ailleurs nous avons des visites longues, notamment parce que nous allons changer deux générateurs de vapeur contre un l'année précédente. C'est un changement lourd, important et qui permet notamment de sécuriser le Kd pour le futur.

Au Royaume-Uni, là aussi la performance était tout à fait remarquable dans le domaine de la production nucléaire (+7,5 TWh, c'est-à-dire +15,5 % de production). Certes l'année 2010 avait été marquée par des arrêts fortuits, vous vous souvenez de Sizewell B et Heysham, mais la performance est tout à fait remarquable et je crois que c'est d'ailleurs la production maximale qui

Transcription intégrale

n'avait jamais été atteinte depuis six ans.. Au-delà ds effets prix favorables, les volumes de commercialisation sont en baisse, comme nous pouvons le voir également sur le bilan électrique que je vous projetterai tout à l'heure du fait de la perte de parts de marché sur certains clients B2B.

Une autre façon de mesurer l'évolution de la performance britannique est d'analyser la croissance de l'EBITDA avant l'impact des écritures comptables qui avaient été enregistrées lors de l'acquisition de British Energy, que nous avons expliquées lors de notre *investor day* en décembre 2010. Écritures comptables lors de la détermination du bilan d'ouverture qui permettaient en 2010 d'avoir un effet favorable de 324 millions d'euros, qui a baissé à 122 millions d'euros en 2011 et qui d'ailleurs sera négatif en 2012. C'est donc bien la ligne de l'EBITDA avant ces effets comptables qui est importante et vous voyez là que l'EBITDA progresse de 22,1 %, c'est bien le témoignage de l'excellente performance opérationnelle de nos activités britanniques en 2011.

Je l'ai dit, le nucléaire est en hausse (+8 TWh). Sur la partie droite de ce graphique, vous voyez que, c'est ce que j'évoquais à l'instant, 10 TWh ont été perdus sur le volume B2B, notamment en raison du fait que c'est un segment qui est très concurrentiel. Les ventes structurées sont en recul de 14 TWh. Il s'agissait là d'un certain nombre de contrats qui existaient du temps de British Energy, à perte, et d'ailleurs qui avaient fait l'objet des provisions qui seront prises au fur et à mesure.

En Italie, je vous l'ai dit en introduction, la performance est en recul de 25,2 % (592 millions d'euros d'EBITDA contre 801) et ceci alors qu'Edison qui connaît les problèmes que l'on sait,

Transcription intégrale

notamment sur leur segment gaz et le fait que les contrats *take-or-pay* doivent être renégociés, cette performance a été atteinte alors qu'Edison, si je raisonne à 100 %, Edipower compris, a battu son objectif pour 2011, objectif qui était de 900 millions. Le chiffre atteint est plus proche de 1 milliard d'euros.

Dans les autres segments internationaux, l'EBITDA est en croissance de 19,5 %. L'ensemble des segments progresse mais, à noter, toutefois, la bonne performance de la Belgique qui est en hausse grâce à une amélioration de ses marges dans tous les segments, que ce soient électricité et gaz. Je mentionne également la très bonne performance de notre actif au Brésil qui a réalisé une excellente année grâce à des conditions de marché favorables et sa capacité d'exportation vers l'Argentine.

Dans les autres activités, le trading est en hausse de 7,2 % grâce à une bonne performance en soi, mais aussi grâce au fait que la production nucléaire a été supérieure à nos attentes et nos équipes de trading ont parfaitement optimisé ce surcroît de production sur les marchés de gros. Les autres segments, DALKIA et TIRU, sont en recul de 7,9 %. C'est principalement l'effet de la baisse de la rentabilité de DALKIA en Italie et en République Tchèque. EDF Énergies Nouvelles connaît une très forte progression de l'EBITDA (+17,4 %). EDF Énergies Nouvelles a réalisé, en 2011, l'objectif qui avait été fixé (560 millions d'euros d'EBITDA pour l'année). C'était l'objectif qui était conforme au plan que nous avons analysé lors de l'OPA que nous avons réalisée avant l'été et EDF Énergies Nouvelles a rempli cet objectif pour l'année 2011 avec un record de mises en service puisque plus

Transcription intégrale

de 692 MW nets ont été mis en service en 2011, ce qui n'avait jamais été fait par le passé, donc une très belle performance opérationnelle.

Maintenant, je vous propose d'analyser le cash flow du Groupe sur l'année 2011. Il est négatif : 1,5 milliard d'euros contre moins de 200 l'année précédente, l'année précédente qui n'est pas comparable puisque nous avons encaissé la première avance au titre d'Exeltium à hauteur de 1,7 milliard d'euros. -1,5 milliard d'euros de cash flow pour le Groupe en 2011, ce chiffre s'explique principalement par deux effets : le premier, c'est qu'en 2011, le déficit de compensation au titre de la CSPE s'est aggravé. La créance du CSPE, c'est-à-dire ce pour quoi nous n'avons toujours pas été compensés, est de 3,8 milliards fin 2011 contre 2,8 milliards fin 2010 : ceci nous a coûté 1 milliard d'euros de trésorerie. Le deuxième effet, c'est qu'en 2011, nous avons poursuivi notre effort d'investissement, les investissements bruts sont en hausse de 8,4 % à 11,1 milliards d'euros, avec des efforts tout particuliers dans le domaine de la maintenance nucléaire en France. Les investissements passent de 1,7 à 2 milliards d'euros, mais aussi dans le domaine de la distribution, chez ERDF, où les investissements au global sont en hausse de 10 %, avec toutefois une hausse très marquée dans le domaine de l'amélioration de la qualité du réseau (+25 % d'investissement en 2011 par rapport à 2010).

Nous avons également poursuivi le développement de nouvelles capacités, près de 4 milliards d'euros (3,9 milliards d'euros) avec un montant investi dans le domaine de l'énergie renouvelable supérieur – il s'agit là de 33 % des investissements des nouvelles capacités développées – dans le domaine du renouvelable contre 29 % dans le domaine du nucléaire. Alors, compte tenu d'un cash

Transcription intégrale

flow négatif d'1,5 milliard d'euros, de la dotation que nous avons poursuivie aux actifs dédiés (300 millions d'euros sur l'année), du paiement du dividende et de l'acquisition principalement d'EDF EN pour 1,5 milliard d'euros, la dette aurait dû augmenter, mais elle a baissé d'1 milliard au global, grâce à la cession d'EnBW que nous avons encaissée pour la quasi-totalité du prix de vente, en début d'année 2011.

La dette est donc en recul à 33,3 milliards d'euros contre un chiffre publié l'année dernière de 34,4. Notre dette, juste un mot, est constituée en quasi-totalité de dette obligataire. Nous avons poursuivi notre politique d'allongement de la maturité moyenne de la dette. Nous atteignons désormais une maturité moyenne qui est supérieure à neuf ans (9,2 ans pour être précis) et ceci en abaissant le coupon moyen qui s'établit désormais à 4,3 % contre 4,4 % l'année précédente. Nous bénéficions toujours d'un niveau de liquidité très élevé, de l'ordre de 25 milliards d'euros.

Je terminerai cette présentation des résultats 2011 en vous faisant un point, comme je vous l'avais indiqué en juillet dernier, sur le programme Synergie et Transformation qui est un programme d'optimisation de nos coûts et de recherche d'efficacité dans le Groupe. C'est un programme que je vous avais détaillé en juillet 2011 et ce que je peux vous dire aujourd'hui, c'est que nous avons réalisé 28 % de l'objectif annoncé pour l'horizon 2015 ; 28 %, c'est-à-dire 705 millions d'euros d'économies qui ont été réalisées, 600 millions en opex, 100 millions en capex. C'est bien grâce à ce programme que nous freinons la hausse de nos opex, une hausse qui est nécessaire parce que nous réinvestissons et quand on investit, ce n'est pas simplement des investissements, c'est aussi

Transcription intégrale

nos dépenses de maintenance, notamment dans le parc nucléaire français. Nous sommes donc bien partis pour réaliser notre objectif, sans doute même avant l'année 2015.

Quelques exemples concrets, notamment de synergie qui existe dans le domaine des cycles combinés à gaz. Nous avons mis en service ou faisons les 1ers essais de deux cycles combinés à gaz en France et nous utilisons les synergies qui existent dans ces projets français et le projet britannique de West Burton qui sera mis en service en fin d'année, pour optimiser les arrêts et les redémarrages et aussi le stock de pièces de rechange. Voilà un exemple concret de synergies que nous pouvons réaliser au sein du Groupe. Dans le domaine du nucléaire, c'est aussi le cas entre la flotte britannique et la flotte française. Je ne m'étendrai pas plus sur ces exemples, mais ils sont significatifs. Ils nous permettent d'optimiser notre base de coûts.

Je vous l'ai dit en introduction, je vous confirme notre trajectoire 2011-2015, trajectoire que je vous avais annoncée en juillet de l'année précédente et qui prévoit une croissance annuelle moyenne de l'EBITDA de 4 à 6 %. Croissance annuelle moyenne du résultat net courant de 5 à 10 %, je précise simplement qu'il s'agit là de chiffres qui s'entendent avant impact de l'acquisition d'Edison, du bilan d'ouverture d'acquisition d'Edison pour la bonne et simple raison que les travaux sont en cours. Je ne suis pas capable aujourd'hui de donner d'impact précis. Il n'en reste pas moins que notre objectif est un résultat net courant en hausse de 5 à 10 %. Tout ceci avec une trajectoire d'endettement maîtrisée, ratio dette sur EBITDA inférieur à 2,5 sur la période et un taux de payout de 55 à 65 %, sachant que le taux de payout que nous proposerons à l'Assemblée générale du mois de mai se situe pile au milieu de la fourchette : 60 %. Pour 2012, nos objectifs

Transcription intégrale

sont conformes en tout point à cette trajectoire et nous avons un objectif de dividende au moins stable.

Je confirme également qu'à la suite des travaux qui ont été réalisés et pour prendre en compte les conséquences de l'accident de Fukushima et la revue de l'ASN, nous avons réactualisé nos trajectoires de capex, mais ceci ne m'empêche pas de vous confirmer que notre montant total d'investissement net sera inférieur ou égal à 15 milliards d'euros à l'horizon 2015, ce qui est cohérent avec la trajectoire que je vous avais annoncée au mois de juillet.

Je vous l'ai dit, je voulais également vous faire un point sur certains développements significatifs du Groupe au cours des deux dernières années – deux dernières années au cours desquelles le Groupe a connu une profonde mutation. Il y a deux ans, EDF détenait 46 % d'EnBW, sans perspective de prise de contrôle, nous avons vendu, encaissant au passage plus de 7 milliards d'euros et réalisant une plus value de 253 millions d'euros enregistrée en 2011. Il y a deux ans, EDF était dans un partenariat avec Constellation aux États-Unis. Cet accord avec Constellation a été totalement renégocié fin 2010, suppression du *put*, acquisition de 100 % d'UniStar, préservation aussi des intérêts dans le cadre de CENG avec reconfiguration du fonctionnement de la société, mais la défense des intérêts d'EDF s'est poursuivie en 2011 sur CENG puisque nous sommes intervenus dans le cadre de la fusion proposée entre Exelon et Constellation afin de défendre nos intérêts, notamment nos intérêts au sein de la joint-venture CENG et d'ailleurs, grâce à cela, nous avons obtenu des droits de gouvernance supplémentaires qui nous permettent de préserver l'intégrité de notre joint-venture CENG.

Transcription intégrale

Le Président l'a évoqué tout à l'heure, nous avons procédé à l'acquisition de 50 % du capital d'EDF Énergies Nouvelles, il y a deux ans, EDF en détenait 50 %, le reste était coté en Bourse. Nous en détenons aujourd'hui 100 % et l'intégration est désormais réussie. Et enfin, vous le savez, nous avons réalisé l'opération italienne, signée il y a quelques heures. C'est une opération qui est simple, qui permet une prise de contrôle totale d'Edison par EDF ; simple parce qu'elle est réalisée en quatre opérations : la première, c'est l'achat de 50 % de TDE qui est la holding par laquelle nous avons le co-contrôle d'Edison avec nos partenaires Italiens, pour environ 700 millions d'euros, ce qui valorise le titre Edison à 0,84 euro par action et compte tenu de la reprise de dettes d'environ 600 millions d'euros de la holding, c'est un multiple implicite de 9 fois l'EBITDA 2011 pour Edison.

Deuxième opération qui consiste à ce qu'Edison cède sa participation de 50 % dans Edipower à Delmi pour 600 millions d'euros, Delmi reprenant également 550 millions d'euros de dettes financées par Edison à Edipower. Ceci fait apparaître un multiple implicite de cession de 10 fois l'EBITDA.

La troisième opération, qui est une opération commerciale, consiste à signer un accord de vente de gaz d'Edison à Edipower permettant de couvrir 50 % des besoins d'Edipower et enfin, dernière opération, qui est encore soumise à l'approbation de la Consob, c'est le lancement d'une offre obligatoire sur le capital restant d'Edison à 0,84 euro par action. Au total, nous détiendrons au minimum 80 %, peut-être 100 % si l'ensemble des minoritaires apportent leurs titres à l'offre. L'impact sur notre dette est de plus de 2 milliards d'euros en montant absolu, tout simplement parce que nous consoliderons 100 % d'Edison alors qu'aujourd'hui nous n'en consolidons que

Transcription intégrale

50 %. L'écart de la fourchette entre 2,2 et 3,1 dépend du taux de succès de l'OPA, entre 0 et 100 %. L'effet sur nos ratios de crédit est très limité, environ 0,1 fois l'EBITDA et sur le résultat net c'est neutre, résultat net part du groupe, évidemment avant prise en compte de la détermination du bilan d'ouverture.

Nous estimons également un potentiel de synergie à environ 50 millions d'euros par an principalement dans le trading, même si ce n'était pas la raison principale vous le savez de cette opération, les synergies sont principalement dans le développement et dans la consolidation de d'Edison au sein de notre stratégie du Groupe. Deux conditions restent à lever : tout d'abord la confirmation, je l'ai indiqué, par la Consob que le prix d'OPA ne sera pas supérieur à 0,84 euro par action ; et ensuite, les autorisations réglementaires qui sont de deux types, tout d'abord Autorité de la Concurrence européenne pour la prise de contrôle exclusive d'Edison par EDF et autorité italienne de la concurrence concernant la transaction Edipower, nous attendons une réalisation définitive pour l'été 2012. Grâce à l'ensemble de ces opérations, le Groupe EDF dispose maintenant d'axes de développement renforcés, je viens de parler d'Edison au sein de la stratégie gazière du Groupe EDF. Et il y a évidemment le cas du renouvelable, d'EDF Énergies Nouvelles et pour cela je passe la parole à Jean-Paul BOUTTES qui va maintenant vous présenter notre stratégie, la stratégie du Groupe EDF dans le domaine des énergies renouvelables. Merci.

Jean-Paul BOUTTES

Bonjour à tous et à toutes. Comme Henri PROGLIO vous l'a dit, EDF a un engagement fort dans les énergies renouvelables, un engagement en ligne avec notre ambition d'électricien de référence, leader, des énergies décarbonées. En 2020, 75 % de notre parc de production sera sans carbone, avec 25 % de renouvelable dont l'hydraulique. En effet, notre vision à long terme, c'est une électricité décarbonée au niveau mondial pour préserver le climat et pour assurer les sécurités d'approvisionnement. Et dans ce cadre, les énergies renouvelables font partie des solutions et ont un rôle clé à jouer avec la maîtrise de la demande d'énergie et avec le nucléaire. Donc l'enjeu, c'est bien de réconcilier d'un côté économie et croissance et de l'autre le climat et donc, de maîtriser les coûts de l'électricité. Pour cela, il faut déployer les technologies, en particulier les technologies renouvelables, au bon moment, au bon endroit et avec le bon mix. Au bon moment, en distinguant les renouvelables déjà compétitives comme l'hydraulique ou l'éolien terrestre et celles qui nécessitent encore des progrès pour abaisser leurs coûts, par exemple l'éolien offshore ou le solaire à concentration. Au bon endroit ; dans les zones avec plus de 3 000 heures de vent par an comme c'est le cas au Mexique, l'éolien terrestre est déjà compétitif alors qu'en Europe, avec 2 000 heures de vent ou moins par an, il a encore aujourd'hui un léger surcoût. De même pour le photovoltaïque : dans les zones très ensoleillées comme la Californie, on approche de la compétitivité, en Europe du Nord avec deux fois moins de soleil, moins de 1 000 heures par an, on en est évidemment plus éloigné. Et enfin avec le bon mix ; tant qu'il n'y a pas de percée technologique sur le stockage de l'électricité, en particulier sur les batteries, les renouvelables

Transcription intégrale

intermittentes sont complémentaires et non concurrentes des moyens de base où nucléaires, gaz et charbon eux sont en concurrence. Et donc avec le dynamisme, l'agilité d'EDF EN, nous disposons, on vient de le voir avec les résultats, de bases solides pour notre développement – c'est le premier étage de la fusée. Nous allons le compléter maintenant par un second étage, celui des relais de croissance, grâce aux synergies dans trois domaines : le développement international, l'ingénierie et la R&D.

En matière de développement international, deux mots-clés : complémentarité et cohérence. Complémentarité des pays d'implantation d'EDF et d'EDF EN, le *driver* du choix des géographies d'EDF EN, c'est plus que jamais d'aller chercher la croissance là où elle est. C'est ce qui a été fait en Europe et en Amérique du Nord et nous avons bien sûr vocation à y rester et à nous y développer. C'est ce que nous faisons en saisissant les opportunités dans les pays riches en vent et en soleil et où les besoins en électricité sont en forte croissance, au Mexique, Canada, Turquie avec un portefeuille de projets en croissance ou encore au Maroc ou en Afrique du Sud, où nous allons participer aux appels d'offres.

Et cohérence, en développant de manière pragmatique les synergies géographiques entre EDF et EDF EN, en faisant levier sur la présence d'EDF, par exemple en Pologne ou au Brésil, pour faciliter le développement d'EDF EN et réciproquement..

Deuxième axe, la mobilisation de la capacité d'ingénierie d'EDF pour développer des solutions industrielles performantes et pour continuer à maîtriser les risques. Notre réponse à l'appel d'offres offshore dont on a déjà parlé en France est un bon exemple en termes de maîtrise des

Transcription intégrale

choix technologiques. Nous avons identifié une turbine innovante et performante sur la durée, celle d'Alstom, après des études poussées à la fois sur la qualité intrinsèque de la machine et sur la qualité de l'organisation industrielle. En termes de maîtrise des incertitudes, par des mesures systématiques de la ressource en vent et une campagne de sondage géologique des fonds marins, les deux points clés, et enfin en termes industriels, en nouant des partenariats avec des opérateurs compétents, expérimentés comme Dong, des développeurs comme WPD Offshore et Nass&Wind. Et évidemment au niveau du tissu industriel local avec en perspective, on l'a déjà mentionné, la possibilité de créer 7 500 emplois en France.

Enfin, notre capacité d'innovation et notre R&D sont clés pour contribuer aux percées technologiques porteuses d'avenir. Dans le photovoltaïque, notre R&D est engagée sur les technologies clés des panneaux compétitifs de demain, d'un côté les couches minces avec Nexis et l'IRDEP – l'Institut de recherche et de développement sur l'énergie photovoltaïque avec le CNRS – et de l'autre la technologie silicium à haut rendement qui utilise, on l'a vu là aussi, l'hétérojonction et c'est la poursuite du travail engagé avec le CEA et avec Photowatt au travers de PV Alliance.

Dans les énergies de la mer, ce sont nos travaux sur l'amélioration des performances de *l'offshore* et sur les ruptures technologiques sur les éoliennes flottantes ou encore dans le domaine des énergies marines, l'hydrolienne en test à Paimpol-Bréhat. Et puis dernier exemple important, pour améliorer l'insertion des renouvelables dans les réseaux, dans le stockage avec par exemple notre démonstrateur de batterie sodium soufre de 1 MW à La Réunion ou les smart grid avec les pilotes

Transcription intégrale

de Lyon, de Nice mais aussi avec le projet millénaire, mille installations de gestion énergétiques dans les îles.

Pour conclure, EDF EN, sa dynamique, ses compétences, la motivation de ses équipes, ses résultats, c'est le socle et le moteur pour nous de notre ambition dans les renouvelables. Les synergies qu'on vient de décrire rapidement dans le développement international, l'ingénierie et la R&D doivent nous ouvrir des perspectives de développement rentables et durables à EDF EN avec des vrais relais de croissance, en cohérence avec la stratégie internationale du Groupe, en phase avec les besoins et les attentes, les ressources des pays et en maîtrisant les risques sur ces nouvelles technologies. Je vous remercie pour votre attention. Et je crois que c'est le temps des questions et des réponses. Merci.

Henri PROGLIO

Merci, Jean-Paul. Mesdames et Messieurs, la parole est à vous.

Michel DEBS, Crédit Suisse

Merci. Bonjour. J'ai des questions sur Edison, si vous le voulez bien, notamment sur la renégociation des contrats de gaz existants, dont vous avez indiqué qu'ils ont créé des difficultés cette année. Quelles sont les perspectives à ce niveau-là et, en termes financiers, par quel impact cela se traduirait-il ?

Transcription intégrale

Et la deuxième question : pouvez-vous nous donner une idée de la trajectoire d'EBITDA que vous attendez pour Edison sur les deux-trois années qui viennent ? Merci.

Thomas PIQUEMAL

Les contrats de gaz d'Edison, effectivement, c'est le grand enjeu des résultats d'Edison pour 2012. Bruno LESCOEUR et Edison ont, en début de semaine, confirmé justement leur objectif pour l'année en cours qui est d'avoir un EBITDA conforme aux chiffres qui avaient été réalisés en 2010 – c'est-à-dire, pour faire simple, environ 1,2 milliard d'euros – dont la moitié dépend de la capacité à mener à bien les arbitrages en cours sur les contrats de gaz. Ça vous donne une idée de l'impact global : environ 600 millions d'euros attendus sur 2012. Tout dépend naturellement de la date définitive de réalisation de cette opération par EDF, mais si on estime que l'opération est réalisée le 30 juin, vous voyez que pour nous, l'effet, c'est 75 % de ce chiffre-là sur l'année 2012.

Ensuite, est-ce que je peux vous donner une trajectoire à plus long terme d'EBITDA pour Edison ? La réponse est : « non, pas à ce stade ». Nous allons réaliser définitivement cette opération dans les mois qui viennent et, ensuite, nous aurons le loisir d'annoncer les effets de l'intégration d'Edison dans le Groupe, la définition de notre trajectoire et notre stratégie. C'est à ce moment-là que je pourrai vous commenter les chiffres plus avant.

Transcription intégrale

Benjamin LEYRE, Exane

Bonjour. J'ai trois questions, s'il vous plaît. La première est liée au niveau des tarifs et à la méthodologie qui va soutenir les tarifs dans le futur. Dans une annexe à la Cour des comptes, le gouvernement fait état de son regard bienveillant sur l'utilisation de la méthode Champsaur pour déterminer l'Arenh, est-ce que vous avez une vue sur ce qui va soutenir la méthodologie pour déterminer les tarifs ?

Deuxième question, s'il vous plaît. En ce qui concerne le taux de disponibilité des centrales nucléaires, est-ce que vous confirmez votre ambition d'atteindre 85 % d'ici 2015 ? Et, est-ce que vous pouvez nous détailler ce que vous pensez être l'impact de l'implémentation des mesures de sécurité sur les disponibilités des centrales nucléaires, à la fois en 2012, 2013-2014 peut-être ? Vous semblez avoir déjà des informations avant la réunion avec l'ASN du mois de juin...

Et troisième question, est-ce que vous pouvez aussi, s'il vous plaît, nous indiquer peut-être les premiers éléments d'impact PPA sur Edison ? Merci.

Henri PROGLO

Votre question manquait de précision : je pense que vous parlez de l'Arenh et pas des tarifs. Ou est-ce que vous parlez des tarifs d'électricité ? Les questions seraient bien évidemment différentes. En ce qui concerne l'Arenh, je rappelle simplement ce dont il s'agit : il s'agit du tarif de cession à nos concurrents, sur une durée de 15 ans, de 25 % de notre production électronucléaire du parc existant.

Transcription intégrale

Il m'est arrivé dans un passé ancien – puisque déjà un an, pour un financier, c'est l'éternité ! – de plancher devant les commissions parlementaires pour essayer d'expliquer que le coût complet du parc électronucléaire était de l'ordre de 46 euros. Je ne sais pas si vous vous en souvenez, j'ai eu l'occasion vraisemblablement de vous en parler l'année dernière. Les mois ont passé, les événements se sont succédés – Fukushima et d'autres – et la Cour des comptes a fait un travail approfondi sur le coût complet du mégawatt électronucléaire, concernant le parc existant arrivant à la conclusion de 49,5 euros/MWh. Naturellement, prenant en compte l'ensemble des coûts, et validant les 46 euros de l'année dernière – modulo les effets d'actualisation – on n'est pas très loin de ce qui avait été estimé par EDF. Je voudrais qu'on en prenne acte aujourd'hui, tout simplement. Alors, ça a deux conséquences : la première est de prouver que l'électronucléaire est compétitif, et l'énergie la plus compétitive en Europe, en termes de coût complet, c'est une donnée dont il faut savoir se souvenir. Je parle des parcs existants, bien sûr, français puisque telle était la référence. La deuxième, c'est qu'on ne peut pas durablement s'inscrire dans la logique de céder un quart de sa capacité de production pendant 15 ans, très en-dessous du coût économique, d'où la discussion qui a eu lieu avec les pouvoirs publics consistant à dire, au fond, il faut un point de départ et un point d'arrivée. Le point de départ, il est assez naturel qu'il soit raccordable à un paramètre existant. Vous connaissez le phénomène du TaRTAM ; le TaRTAM était à 42 euros et donc, j'ai négocié en disant au fond « nous acceptons de faire l'effort de partir de ce niveau-là pour arriver en pente douce vers le coût complet à l'horizon 2015 » qui était l'horizon fixé par les pouvoirs publics pour l'ouverture du marché de la dérégulation. Voilà où nous en sommes.

Transcription intégrale

L'Arenh a été fixé à 40 euros pour une période limitée de six mois parce que, après discussion et négociation, les pouvoirs publics ont décidé d'accepter les 42 euros à effet du 1er janvier 2012. Nous y sommes, donc l'Arenh est à 42 euros, après une période de six mois au cours de laquelle il était à 40 euros. Et puis, il est assez naturel de convenir qu'il serait légitime que l'Arenh atteigne les 49,5 euros, enfin en euro constant, à l'horizon 2015. Voilà quelle est ma vision. Voilà pour le prix de l'Arenh, ce que je peux répondre. Toute autre méthode serait surprenante, économiquement indéfendable et légitimement difficile à analyser comme étant rationnelle. Voilà ce que je peux répondre sur le tarif de l'Arenh et rien n'a changé par rapport à ça. La Cour des comptes apporte quoi ? Une confirmation des estimations que nous avons données tout simplement, je vous le disais, à la fois en termes de compétitivité et en termes de coût économique.

Pour le Kd, Thomas va vous répondre sur les chiffres précis, je peux vous dire que le Kd d'hiver s'est élevé à 92 % – c'est le Kd utile puisque c'est la période de froid et la période d'utilisation maximum de notre parc – c'est une valeur très élevée. Il est, je crois, assez satisfaisant et je tiens à féliciter les équipes pour la progression très conséquente du coefficient de disponibilité du parc depuis, maintenant, dix-huit mois. Je crois que ça mérite d'être simplement souligné. Sur les évolutions du Kd à venir, Thomas ?

Transcription intégrale

Thomas PIQUEMAL

Malheureusement, je ne vais pas vous donner de chiffres très précis sur le sujet pour la bonne et simple raison qu'il existe, en ce moment, des travaux assez précis avec l'autorité de sûreté pour essayer de déterminer le calendrier de réalisation des travaux et que, naturellement, je pourrai vous donner une réponse précise lorsque ce calendrier, qui devrait être arrêté d'ici fin du premier semestre, le sera.

Nous avons prévu une petite prudence en 2012 pour notre objectif de Kd sur cet élément-là, mais je vous donnerai une réponse beaucoup plus précise en juillet.

Quant à votre question sur l'impact du PPA, donc de la détermination du bilan d'ouverture et le bilan d'acquisition d'Edison, c'est trop tôt. Aujourd'hui, pour vous l'expliquer, simplement, ce que je peux vous dire, c'est qu'il existe, chez Edison, de très beaux actifs comme, par exemple, la marque, et que nous avons l'intention de réaliser une analyse extrêmement précise de tous ces actifs pour déterminer le bilan d'ouverture. Voilà, je ne voudrais pas rentrer non plus dans la technique comptable, pour ne pas trop vous ennuyer des opérations que nous réaliserons sur le premier semestre, mais, au global, à part l'effet du bilan d'ouverture pour les années futures, il n'y a pas d'effets très significatifs à mentionner sur l'année 2012.

Emmanuel TURPIN, Morgan Stanley

Je voudrais revenir sur quelques conclusions du rapport de la Cour des comptes. Premièrement, la Cour des comptes indique qu'environ 5 milliards des 10 milliards de capex estimés post-Fukushima

Transcription intégrale

étaient déjà dans les capex long terme, il nous en reste 5 milliards, vous êtes en discussion sur le calendrier, mais pourriez-vous nous donner une indication de peut-être comment ces 5 milliards, selon vous, seront étalés dans le temps ? Comment ou quels leviers pensez-vous activer sur les 3-4 années à venir afin de ne pas augmenter l'enveloppe de capex globale qui reste plafonnée à 15 milliards. Est-ce que vous réduisez d'autres capex, est-ce que vous les repoussez ?

Deuxièmement, toujours la Cour des comptes mentionne une enveloppe de capex de maintenance nucléaire à 55 milliards sur les 12, 13, 14 années à venir est-ce que vous pouvez confirmer ce chiffre ? Est-ce que ça veut dire en fin de compte qu'on va rester sur des rythmes annuels de capex qui seront sensiblement au niveau de l'année en cours ou des années prochaines à environ 4 milliards ? Et pour finir sur la Cour des comptes qui a fait un travail très approfondi sur le thème des provisions nucléaires ; le rapport pose la question de savoir si le taux d'actualisation des provisions n'est pas trop élevé à 5 % en regard des incertitudes sur le portefeuille sous-jacent, je voudrais savoir ce que le directeur financier d'EDF pense à ce sujet.

Et des questions plus légères pour finir et quantifier, vous mentionnez que les activités régulées en France ont bénéficié du début de facturation du coût du raccordement photovoltaïque, pouvez-vous nous donner un montant peut-être (j'imagine que c'est un montant pérenne) ? Pour finir, la réduction de 200 millions de charges de provision et de renouvellement, ça aussi ça doit être un niveau pérenne, j'imagine, et pensez-vous qu'on peut aller plus loin sur l'évolution comptable sur la charge du renouvellement et savoir si vous avez progressé à ce sujet ? Merci.

Thomas PIQUEMAL

Bien alors effectivement, j'ai confirmé les 15 milliards maximum en 2015. Je confirme évidemment naturellement la trajectoire des 55 milliards désormais, trajectoire de capex qu'a revue la Cour des comptes. Dans ces 55 milliards, il y en a donc 10 que l'on peut caractériser comme étant des renforcements de sûreté et sur ces 10, 5 étaient déjà prévus, dans le cadre des travaux que nous devons réaliser pour les extensions de durée de vie. Seule différence, c'est qu'il faudra les faire sans doute un petit peu plus rapidement que ce qui était originellement anticipé. Nous sommes en train d'affiner tous ces chiffres, comme je vous l'ai dit, et surtout d'attendre le calendrier que déterminera l'ASN et ses prescriptions. Quant à nos leviers, nous en avons, c'est la raison pour laquelle je vous ai confirmé ces 15 milliards. Nous pouvons optimiser nos investissements, puis aussi il s'agit d'investissements nets, vous l'aurez noté, et je m'arrêterai là sur la définition de ce que veut dire un investissement net.

Alors oui, 55 milliards veut dire que l'effort d'investissement dans le parc nucléaire français va augmenter. Ça, je vous l'avais déjà indiqué en juillet mais en plus ça va se poursuivre. Et c'est cette trajectoire qui a été analysée par la Cour des comptes et qui conduit au calcul du prix de revient complet du nucléaire format coût de revient industriel à 49,5 euros, tout est cohérent.

Alors ensuite, vous m'interrogez sur le taux d'actualisation des provisions à 5 % un peu élevé par rapport au taux de rendement des actifs dédiés. Eh bien, taux de rendement des actifs dédiés, tout dépend de la période à laquelle on l'analyse. Il nous semble que, compte tenu du calendrier de décaissement de ces actifs – ça va s'étaler sur plusieurs dizaines d'années – il nous semble qu'il

Transcription intégrale

faut analyser une période de rendement des sous-jacents, actions, obligations, plus longue que 5-6 ans. Et vous le savez bien, quand on regarde les taux de rendement actions-obligations sur une période plus longue, c'est supérieur à 5 %. Il me semble donc que ce taux d'actualisation peut tout à fait être justifié. Coût de raccordement photovoltaïque, je dirais que c'est (de mémoire) 150 millions d'euros³. Quant aux provisions pour renouvellement donc moins 200 millions en 2011 par rapport à 2010, il nous en reste environ 220 millions d'euros. Alors déjà, les moins 200 est-ce qu'ils sont pérennes ? Il me semble que oui, puisque tout ceci est issu d'un modèle statistique plus précis. Est-ce qu'il va y avoir d'autres effets à venir ? Je ne peux pas vous dire à ce jour. La seule chose que je peux vous dire c'est qu'un énorme travail est réalisé par les équipes d'ERDF, pour justement affiner encore davantage ce modèle statistique qui est pour l'instant global, par grande catégorie d'actif mais global, c'est-à-dire qu'il n'est pas identifié concession par concession. Notre objectif est désormais d'affiner encore le modèle pour le rendre, justement pour comprendre comment ça se passe concession par concession, puisque je vous rappelle que la loi précise qu'on ne doit pas constituer de provisions pour renouvellement pour des biens dont le renouvellement intervient après la fin de la durée de concession. Le travail se poursuit, j'espère pouvoir vous en dire un petit peu plus sur ce sujet au mois de juillet.

³ Le chiffre d'affaires raccordements d'ErDF est en hausse de 132M€, en partie du fait de l'augmentation des raccordements clients (+16% en volume). Le CA hors acheminement est notamment affecté par la loi NOME qui a supprimé la réfaction de 40% dont bénéficiaient les producteurs PV, mais cela ne s'applique qu'aux nouveaux devis.

Transcription intégrale

Philippe OURPATIAN Natixis

Bonjour. J'ai deux questions. La première concerne l'accord avec AREVA. Donc vous avez signé un accord d'approvisionnement long terme en uranium. Il y a une option qui est mentionnée dans le communiqué de presse de possibles investissements dans des projets miniers... Est-ce qu'on pourrait avoir quelques éclairages là-dessus et savoir quel type de montant vous pourriez investir ? La deuxième question concerne l'accord avec Riverbank Power. Vous avez signé il y a quelques jours un accord de développement d'énergie hydro-électrique aux États-Unis, dans du barrage, mais aussi dans du *pumping and storage*. Est-ce qu'on pourrait avoir quelques idées sur ce type d'investissement en termes de taille, en termes de montant ? Merci.

Henri PROGLIO

Je vais passer la parole à Hervé MACHENAUD pour les contrats d'approvisionnement et les perspectives de coopération dans l'amont du cycle. Hervé MACHENAUD est, comme vous le savez, le directeur exécutif chargé de l'ensemble de la production et notamment du nucléaire.

Hervé MACHENAUD

Donc effectivement, on a signé un accord d'une part sur l'approvisionnement sur les actifs existants d'AREVA et donc on s'est mis d'accord sur un contrat à long terme sur la période 2014–2020, avec une extension jusqu'en 2030. Et également sur la possibilité, qui n'est pas totalement conclue, mais sur laquelle on est en train de travailler, sur un actif minier dans lequel nous

Transcription intégrale

prendrions 10 % et donc nous aurions accès à la fourniture à hauteur de 10 % dans cet actif minier qui recouvre un certain nombre de mines, géographiquement dispersées, mais généralement plutôt en Afrique.

Henri PROGLIO

C'est un investissement minoritaire d'accompagnement qui nous garantit des volumes d'uranium internes.

Thomas PIQUEMAL

Sur l'hydraulique et, plus généralement, sur le renouvelable aux États-Unis et notre stratégie dans le domaine. Alors effectivement, le renouvelable aux États-Unis constitue un des principaux axes de croissance de nos activités aux États-Unis, sur le continent nord américain, ce d'autant plus que c'est un secteur dans lequel les synergies sont fortes entre les équipes d'enXco qui ont montré tout leur talent et les équipes d'EDF Trading North America basées à Houston qui connaissent parfaitement tous les marchés locaux, ils sont capables de tout optimiser, notamment quand il s'agit de certificats d'économie. Dans ce contexte-là, l'hydraulique a toute sa part, nous avons, je ne rentrerai pas trop dans les détails mais un projet marémotrice en Amérique du Nord, nous avons aussi un portefeuille de petits projets effectivement hydrauliques aux stations de pontage, d'autres plus significatifs mais c'est effectivement un grand axe de développement pour nous aux États-Unis.

Transcription intégrale

John HONORÉ, Société Générale

Bonjour Messieurs. En fait, trois questions. Vous vous êtes occupés de l'Allemagne, vous êtes en train de vous occuper de l'Italie, vous avez réglé le cas RTE, c'est quoi votre prochain chantier à vous, Monsieur PROGLIO ?

Sur les US, j'ai une vision qui est légèrement différente, vous dites que vous avez réglé le problème. Il n'y a pas de nucléaire en construction aux États-Unis, enfin, il y a le redémarrage de deux centrales potentiellement dans un état où les tarifs sont régulés... UniStar s'est promené depuis sept ans de main en main, ça ne règle pas la solution, vous n'avez pas de licence d'opérateur aux États-Unis. Donc, est-ce qu'il ne serait pas mieux de tirer un trait définitivement sur le sujet et de partir dans des pays où il y a une vraie demande ?

Une autre question, vous avez mentionné 140 millions d'impact positif au UK sur un allongement de la durée de 5 ans. Est-ce que vous avez fait une modélisation de ce que ça serait en France avec 10 ans et est-ce que vous pourriez partager cela avec nous ?

Et finalement sur le portefeuille d'actifs dédiés en face des provisions nucléaires, il y a pas mal de volatilité, est-ce que vous avez évolué sur des sujets type apport d'actifs dans ce portefeuille comme vous avez fait avec RTE en apportant, par exemple, de l'immobilier ? Merci.

Henri PROGLIO

La première question m'était destinée. Je crois qu'il était important de résoudre les problèmes qui méritaient d'être pris à bras le corps, qui résultaient d'engagements ou de positions du Groupe. Certains étaient évidents, c'était la finalisation d'une négociation aux États-Unis pour sécuriser le Groupe sur le dossier américain, sur la négociation qui pesait 2 milliards de dollars en termes de risques de *put* aux États-Unis, ça avait été un dossier très rondement mené. Ensuite, un certain nombre de sujets que vous avez évoqués se profilait. Le dossier allemand était un sujet au fond assez délicat dans la mesure où nous étions historiquement en situation de partenariat très étroit avec nos partenaires collectivités territoriales du Land de Bade-Wurtemberg dans EnBW. Notre participation était importante mais minoritaire de l'ordre de 45 %. L'arbitrage était compliqué dans la mesure où d'une part, comme vous le savez, j'avais annoncé le souhait qui était le mien de ne pas être éternellement minoritaire dans des participations stratégiques du Groupe, et de pouvoir maîtriser notre destin, ce que j'ai rappelé tout à l'heure, mais là, l'acceptabilité de notre montée dans le capital paraissait faible. Et deuxièmement, l'Allemagne était en train de traverser une turbulence en matière d'options politiques sur le mix énergétique dont nous étions conscients, avec un climat pré-électoral tendu dans certains länder, en particulier le Bade-Wurtemberg. Voilà le contexte de l'année 2010.

L'arbitrage qui a consisté à sortir de cette participation n'a pas été sans difficulté parce que c'est vrai qu'en interne, c'est une décision difficile à prendre. Depuis dix ans, cette participation avait noué des relations étroites avec les équipes d'EnBW. Beaucoup de nos collaborateurs de très haut

Transcription intégrale

niveau s'étaient engagés dans cette collaboration et y avaient apporté une contribution forte... Au fond l'aventure industrielle et l'aventure internationale que constituait le partenariat avec EnBW étaient ancrées profondément dans la philosophie et dans la stratégie du Groupe. Arbitrer pour une sortie a été compliqué, pour ne pas dire douloureux à certains égards. En même temps il me paraissait légitime de le faire et j'ai pris ma responsabilité de sortir au moment où j'avais le sentiment que l'issue la plus vraisemblable était peut-être que nous serions soit relégués éternellement dans une position de minoritaires passifs plus encore que dans le passé, soit que les échéances électorales allaient amener à des révisions de politiques en matière énergétique qui ne seraient vraisemblablement pas très porteuses pour la société. Cet arbitrage a été rendu, la décision a été prise, la réalisation de cette négociation a été rapide. Les résultats, vous les voyez : 7 milliards de cash encaissés par le Groupe, et au fond, sans amertume. La situation actuelle d'EnBW est effectivement très tendue pour des raisons que vous connaissez.

Le sujet italien, à l'inverse, était complexe parce que, 11 ans de négociations, c'est difficile, puisqu'on était en négociations depuis 2000 avec les Italiens sur la prise de participation dans Edison, avec des épisodes plus ou moins tendus. Et là, en deuxième moitié d'année 2011, on a eu l'opportunité, enfin, de prendre une position forte et de contrôle, dans cette entreprise qui a des caractéristiques très fortes de présence sur le territoire et d'enracinement dans le paysage italien, le paysage national et pas uniquement local. Il fallait encore obtenir un agrément de nos partenaires, nous étions là aussi dans une position de minorité forte (de l'ordre de 49 %), l'agrément des pouvoirs publics, parce que nous sommes un opérateur de service public et au

Transcription intégrale

fond, on ne se sent confortable que lorsqu'on peut exercer notre métier et notre responsabilité dans un climat de compréhension mutuelle et d'acceptabilité, et enfin que les conditions économiques soient trouvées pour que cette négociation puisse aboutir. J'ai rendu hommage au Président ZUCCOLI tout à l'heure, je le dis très sincèrement, nous avons abouti dans cette négociation difficile, compliquée, agitée par les spasmes d'une situation économique un peu tendue, à des conditions qui, je crois, sont satisfaisantes pour tout le monde et nous sommes désormais dans un pays très stratégique pour des raisons que je vous disais tout à l'heure, de géostratégie au sens de la géographie et des grands axes d'alimentation en énergie, notamment en gaz, de la plaque européenne, à partir de la Russie, à partir du Moyen-Orient, à partir de l'Asie Centrale. Finalement, je crois que cette position d'actionnaire majoritaire, permettant l'intégration d'Edison dans le Groupe EDF, aura des prolongements importants en termes de développement d'activité, en termes de synergies industrielles, professionnelles et économiques, en termes de renforcement des équipes, en termes de développement sur une zone très importante pour nos activités que sont justement ces pays du Moyen-Orient, d'Asie Centrale et d'Europe du Sud. Je pense qu'EDF renforcera la position très stratégique d'Edison dans les mois qui viennent.

Il était par conséquent important d'y réfléchir. Et puis, bien entendu, beaucoup de chantiers sont en cours. Les grands chantiers de partenaires industriels, on a cité ceux qui nous associent à des grands acteurs, des grands partenaires français, il n'y a pas qu'eux. On pourrait citer les grands partenaires d'Europe très orientale, les grands partenaires évidemment asiatiques, historiques et d'autres qui porteront des développements importants pour le Groupe dans les années qui

Transcription intégrale

viennent. Donc c'est cette stratégie largement orientée vers l'international, vers les grands partenariats industriels et les grands partenariats tout court, qui va occuper une bonne partie de la vision stratégique d'EDF et par conséquent de la Direction générale du Groupe dans la période qui s'ouvre.

Et puis bien entendu, tous les développements que nous avons à peine effleurés sur l'amont du cycle, sur la production, nos grands partenariats avec des grands pays, on a parlé, pas assez, mais on a parlé de la Grande-Bretagne – pays extrêmement important pour le Groupe – de l'Europe Centrale – zone extrêmement potentiellement forte. Donc les dossiers ne manquent pas qui construisent une vision très ambitieuse de ce que doit être le Groupe EDF dans l'avenir et extrêmement porteuse de valorisation, de valeurs pour notre Groupe et donc pour ses actionnaires.

Alors les conditions sont nombreuses de la réussite. On a cité les technologies et la recherche, on a cité les Ressources Humaines qui sont des facteurs absolument clés de la réussite, on a cité les organisations, les évolutions à construire... Donc voilà les sujets majeurs auxquels je pense que je vais consacrer beaucoup de mon temps, sans compter les aspects commerciaux, les aspects développement de nouvelles formes de développement. On parle trop de l'aspect physique, c'est-à-dire de l'amont, de la production, des réseaux. Il faut aussi intégrer toute la valeur ajoutée sur l'aval du cycle, c'est-à-dire toute la partie commercialisation, optimisation, trading, nouvelles offres commerciales, structuration d'une vision innovante et de développements nouveaux, toute la partie optimisation énergétique, toute la partie énergies nouvelles dont on a effleuré à peine les

Transcription intégrale

contours... Donc vous voyez, les sujets ne manquent pas, et EDF affiche son ambition. On y reviendra d'ailleurs avec vous, dans le cadre de séances de travail plus précises, sur des visions stratégiques. Le Groupe est ambitieux, le Groupe a les moyens de l'être et s'est donné des points de rencontre pour pouvoir vous proposer et évoquer avec vous ces perspectives sur une période qui, nécessairement, sera à moyen et long termes et pas uniquement sur les mois qui viennent. Voilà ce que je pouvais vous dire, passant la parole à Thomas pour les questions plus précises.

Thomas PIQUEMAL

Une question sur les États-Unis, sur le nouveau nucléaire aux États-Unis... Oui alors effectivement, rien n'a changé sinon que les évolutions du prix du gaz ne vont pas dans le bon sens depuis la dernière fois que nous en avons parlé. Rien n'a changé sur le fait qu'aujourd'hui, dans un environnement dérégulé comme l'environnement du Maryland, avec les prix de l'énergie là où ils sont, la forte volatilité et le *shale gas* aux États-Unis, les perspectives d'investissement dans un projet aussi considérable que la construction de nouvelles centrales sont éloignées. Il n'en reste pas moins qu'EDF a dépensé beaucoup d'argent dans le domaine, que tout notre objectif – nous avons tout provisionné l'année dernière en 2010 – mais notre objectif est de ne pas perdre ce qui a été acquis : les savoir-faire et notamment aussi tous les dossiers de demande de licence et autres. Nous travaillons d'ailleurs sur le sujet avec AREVA qui poursuit ses efforts pour obtenir la licence de l'EPR aux États-Unis. Notre objectif est de réduire les dépenses, puisqu'elles sont

Transcription intégrale

totale­ment passées en charges, tous les ans sans perdre ce que nous avons acquis déjà et notamment les savoir-faire aussi des équipes.

Ensuite, vous m'avez posé deux questions financières : quel est l'impact sur les amortissements d'une extension de durée de vie de 10 ans sur le parc nucléaire français ? Vous avez raison de souligner que tout notre schéma comptable repose sur une durée de vie de 40 ans. Donc, parfois, on lit ici ou là qu'il y aurait des risques de voir constater des provisions supérieures si tel ou tel devis ou telle ou telle étude de stockage profond par exemple venait à révéler un devis nettement supérieur à nos estimations, donc on voit bien les risques potentiels, pas avérés, mais potentiels à la baisse. En revanche, on parle très rarement des potentiels d'amélioration de nos résultats si nous obtenons une extension de durée de vie de 40 à 50, voire à 60 ans. Donc, merci de poser cette question. Maintenant, pour y répondre, il y a plusieurs effets : il y a l'effet sur les amortissements, il y a l'effet sur les provisions, il y a l'effet aussi sur le coût de revient complet et cela a bien été souligné par le rapport de la Cour des comptes. Maintenant, pour votre question, ce que je peux vous dire, c'est que c'est très significatif. Si on essayait de raisonner sur la base de nos amortissements actuels, cela pourrait aller jusqu'à 2 milliards d'euros de valeur⁴. Donc, vous voyez que c'est très significatif par rapport à notre masse d'amortissements, mais à nouveau, je ne voudrais vraiment pas que ce chiffre soit utilisé dans des modèles, puisque nous sommes en train

⁴ Les 2 Md€ évoqués relèvent en fait d'une approche économique sur le coût de revient complet mentionné précédemment, en utilisant le même type de raisonnement fait par la Commission « Energies 2050 ». Comme l'a précisé Thomas Piquemal lors de la conférence de presse qui a suivi, EDF a entamé un chantier d'évaluation des impacts comptables futurs d'un allongement de cette durée d'amortissement qui touche les provisions et les amortissements. C'est un chantier complexe puisqu'il s'apprécie tranche par tranche au sein de chaque palier (900 MW, 1300MW et N4)

Transcription intégrale

d'affiner l'ensemble de nos calculs sur le sujet et on aura l'occasion, si vous le souhaitez, de le creuser plus avant.

Ensuite, avons-nous d'autres projets d'optimisation des actifs dédiés, avec notamment de l'immobilier ? Oui, nous pensons que diversifier plus avant le portefeuille d'actifs dédiés est extrêmement important. Le fait que nous ayons mis 50 % du RTE nous a permis d'avoir une performance qui est pratiquement nulle (-0,5) sur l'année 2011 dans un climat que vous connaissez, avec une forte volatilité des marchés. Nous souhaitons poursuivre la diversification de notre portefeuille dans deux directions : poursuivre notamment dans les infrastructures, mais aussi poursuivre dans deux nouvelles directions qui sont l'immobilier et l'investissement en fonds propres. À ce titre, d'ailleurs, vous avez peut-être noté le projet de création d'un fonds d'investissements dans le domaine des PME, principalement implantées en France, dans le domaine des PME nucléaires ; et nous avons confirmé notre volonté d'investir à hauteur de 50 millions d'euros dans ce fonds et c'est un fonds qui a vocation à être par exemple dans les actifs dédiés. Quant à l'immobilier, nous avons réservé une petite portion de notre fonds d'actifs dédiés à cette catégorie d'actifs, si nous proposons de mettre nos propres actifs, il faudrait une modification du décret et là-dessus, aujourd'hui, je ne peux pas du tout m'engager.

Thibaut MADELIN, Les Échos

Bonjour, j'aurais quelques questions. Où est-ce que vous en êtes, est-ce que vous pouvez nous donner un éclairage sur les discussions avec AREVA et CGNPC pour le projet de réacteur franco-

Transcription intégrale

chinois ? AREVA semble défendre ardemment son réacteur ATMEA, comment cela se passe et quel est le calendrier pour la poursuite des négociations ? Accessoirement, est-ce que ce futur réacteur est appelé à être construit en France ? Concernant Fessenheim, la commission Énergie 2050 semble donner raison à votre stratégie de prolongation de durée de vie des réacteurs. Si on rapporte cette vision à la centrale de Fessenheim, est-ce que vous poursuivez les travaux actuellement ? Où est-ce que vous en êtes ? Quel est le calendrier précis des travaux sur Fessenheim ? Enfin, vous avez parlé beaucoup de renouvelables, est-ce que vous ambitionnez d'être le chef de file de la filière renouvelable française et une question pour monsieur PIQUEMAL : est-ce que vous pouvez nous donner une idée du cash-flow libre pour fin 2012 ?

Merci.

Henri PROGLIO

Les discussions avec AREVA, le partenariat avec AREVA est très étroit. Le projet de coopération, le partenariat avec les Chinois a très, très bien évolué. Il est bouclé actuellement, le partenariat tripartite entre CGNPC, AREVA et EDF, visant au développement d'un réacteur de moyenne capacité, comme vous le savez de l'ordre de 1 000 MW, de troisième génération... Tous ces sujets ont nettement et fortement avancé, dans un parfait climat de coopération. Je n'irai pas tellement plus loin, sachant qu'on rentrerait dans des considérations d'ordre technique qui sont l'objet de cette coopération et de ce partenariat, sur le type de technologie qui sera adapté. En tout cas, cela

Transcription intégrale

se fera en coopération parfaite avec les deux partenaires et le projet est aujourd'hui concrètement bien en route.

Sur Fessenheim, oui, les travaux sont en cours. Comme vous le savez, on a passé avec succès la visite décennale du premier réacteur qui est désormais reconnecté au réseau et le deuxième également d'ailleurs et qui a reçu l'autorisation et le feu vert de l'ASN pour une période de dix ans. Le deuxième a fait l'objet de la visite décennale et il est maintenant aussi reconnecté au réseau et l'avis, je crois, de l'ASN devrait intervenir assez rapidement. J'affiche un regard très optimiste sur le fait que cet avis sera positif et donc donnera une extension de dix ans des opérations à Fessenheim. Ça, c'est une chose qui est en attente de décision définitive de l'ASN, mais les réacteurs ont fait l'objet des deux visites décennales.

Ensuite, il y a des travaux post-Fukushima qui ont été proposés et qui sont en cours. Ceux-là seront évidemment réalisés en temps, en heure, conformément aux accords et aux exigences de l'ASN qui a été totalement conforme aux avis que nous avons nous-mêmes formulés. Voilà ce que je peux dire sur Fessenheim qui est une centrale qui encore une fois, comme les autres, répond et répondra aux exigences des autorités de sûreté, dans toutes les composantes qui ont été et qui sont en permanence améliorées puisque, comme vous le savez, ce sujet est un sujet de vie quotidienne pour le Groupe comme pour l'ASN.

Sur le renouvelable, nous avons affiché des ambitions importantes. C'est vrai que nous voulons afficher une forte présence d'EDF dans ce secteur et il fait partie de nos secteurs importants, une stratégie du Groupe dans sa présence internationale et il est donc important pour cela que nous

Transcription intégrale

dispositions d'une « filière », d'une cohérence et d'un adossement à des acteurs importants qui rendent possible ce développement.

Sur le reste je laisserai à Thomas le soin de répondre au free cash-flow.

Thomas PIQUEMAL

Pour l'année 2012, la question porte sur l'évolution de la dette – le free cash-flow, c'est l'évolution de la dette – nous nous attendons à une augmentation de la dette d'environ 1,5 à 2 milliards d'euros par rapport à une base incluant Edison. Je vous ai mentionné tout à l'heure que l'impact de l'acquisition d'Edison pouvait aller jusqu'à 3,1 milliards d'euros du fait de la consolidation de 50 % de la dette. D'ailleurs, je vais en profiter, si vous me le permettez, pour préciser ce chiffre-là puisque j'ai eu une question par Internet me demandant d'expliquer l'impact sur la dette de l'opération Edison. En fait, je vous ai montré tout à l'heure que c'était entre 2,2 et 3,1 milliards d'euros. Il se trouve donc que nous consolidons pour la première fois 100 % de la dette, c'est-à-dire +2 milliards d'euros. Ensuite, l'opération d'achat du haut et de vente du bas augmente notre dette de 200 millions d'euros puisque, en haut, c'est, au global, 1,3 milliard d'investissements ; en bas, c'est une cession de 1,1 milliard, dette comprise. Donc, c'est 2+0,2. Et, ensuite, l'effet de l'OPA qui peut aller entre 0 et 900 millions d'euros. Voilà pour expliquer la question que j'ai eue par Internet.

Maintenant, pour revenir à celle de Monsieur MADELIN, oui, nous attendons une augmentation de notre dette, je l'ai dit, qui pourrait aller à 1,5 milliard d'euros, en supposant que nous avons

Transcription intégrale

Exeltium pour la bonne et simple raison qu'en 2012 aussi, nous allons accroître notre effort d'investissement. Nous pensons que nos investissements vont être autour de 12,5 milliards d'euros, ils vont donc augmenter par rapport à 2011, du fait de renforcement des investissements dans le nucléaire en France ; du fait aussi de la décision finale d'investissement qui est prévu dans ces chiffres que je viens de vous indiquer au Royaume-Uni, du fait du lancement du projet Rybnik en Pologne, le Président vous en a dit un mot tout à l'heure, et du fait aussi de la poursuite des investissements dans les réseaux. C'est la raison pour laquelle notre dette devrait augmenter en 2012 par rapport à 2011.

Je rappelle simplement que nous avons, comme objectif, un ratio dette sur EBITDA inférieur à 2,5 et qu'évidemment, il sera atteint en 2012 puisque nous serons même en dessous de 2,5, même en dessous de 2,4 sur l'année 2012.

J'en profite peut-être pour prendre quelques questions Internet :

- **Question de Monsieur DE BLIC sur ERDF :** où en sont vos travaux sur la question des financements externes chez ERDF et leur impact négatif sur l'EBITDA comptable ?

Alors, effectivement, chez ERDF, nous subissons le fait – ce n'est pas tellement l'EBITDA comptable – c'est le fait que, dans le tarif, alors que nous avons droit à une rémunération de 7,25 %, sont déduites les remises d'ouvrage. Les travaux sont en cours. Je crois avoir dit tout à l'heure qu'ils sont d'autant plus en cours que ceux-ci doivent se faire dans le cadre de la négociation TURPE 4, qui s'ouvre à peine en ce moment. Je tiens quand même à insister sur le fait que toute cette revue à la fois du schéma contractuel, schéma comptable, schéma tarifaire, prend

Transcription intégrale

beaucoup de temps et, naturellement, nous n'avons pas, à ce stade, l'ensemble des résultats. Ce que je voudrais préciser quand même sur ce montant de redevance, c'est l'effort considérable qui a été réalisé au cours des deux dernières années par l'équipe d'ERDF pour mieux maîtriser l'évolution de ces redevances qui, pour la deuxième année consécutive, en 2011 et 2010 par rapport à 2009, baissent grâce à un meilleur contrôle de l'exécution, notamment des contrats. Je crois qu'il fallait le souligner.

- **Autre question de Monsieur DE BLIC** : quel est l'impact du deal Edison sur l'EBITDA 2012 ? Est-ce que l'objectif de 4 à 6 % est ajusté à cet impact ?

Effectivement, notre objectif de 4 à 6 % tient compte de l'intégration d'Edison en supposant une intégration à fin juin.

- Quel est l'impact d'Edison sur notre EBITDA ?

Je l'ai dit tout à l'heure : objectif d'Edison de 1,2 milliard d'euros pour 2012 dont 50 % liés à la renégociation des contrats de gaz. Simplement, il vous faut ajuster l'année 2011 pour la rendre comparable à ce que je viens de dire pour 2012 en rajoutant 200 millions d'euros d'EBITDA sur l'année 2011.

- La question sur la dette d'Edison de **Monsieur MOULDER**, j'ai répondu.

- La question sur les hypothèses tarifaires, je n'y réponds donc pas pour 2012.

- **Question de Monsieur Martin YOUNG** sur l'Arenh, je crois que le président Henri PROGLIO y a répondu tout à l'heure.

Transcription intégrale

- **La question de Monsieur CHARLTON** sur la CSPE et le montant de CSPE qui nous est dû à fin décembre, c'est 3,8 milliards d'euros contre 2,8 à fin 2010.

- **Question de Monsieur BECKER** aussi sur l'évolution tarifaire, le lien avec le coût complet du nucléaire, je crois que Monsieur PROGLIO y a répondu tout à l'heure.

- Question sur ce qui se passerait en fonction du résultat des élections, on ne va pas y répondre, je crois.

- **Question de Monsieur MOULDER**, toujours, de CreditSights : *"In the US, is there any opportunity for you to work with Exelon to grow your US nuclear business?"*

I don't think that Exelon has demonstrated a huge appetite for new nuclear, especially in Maryland, so we do not expect, at this stage, any cooperation in our project in Maryland with Exelon. Maybe in the future, in the nuclear new build field, with a long term view.

Voilà pour les questions Internet.

Emmanuel TURPIN, Morgan Stanley

Je voulais revenir sur la production nucléaire et sur votre objectif de Kd. Vous avez mentionné un peu plus tôt que vous conserviez l'objectif à 85 %, mais que vous attendiez les discussions avec l'ASN pour éventuellement discuter d'un impact. C'est le type d'informations et de commentaires qui est à même de créer un émoi en termes d'impact financier. Si on touche au Kd à la baisse, ça peut faire baisser assez substantiellement les modèles. Pourriez-vous préciser ce qui pourrait éventuellement survenir suite aux discussions avec l'ASN ? Est-ce qu'on parlerait de réductions

Transcription intégrale

temporaires sur le Kd du fait d'un surplus de capex, d'aménagement Fukushima sur les 1-2-3-4 années à venir ; ou est-ce qu'on parlerait d'une réduction structurelle, du fait par exemple d'aménagement de contraintes sur les rythmes de maintenance ? Et, dans quelles mesures seriez-vous à même de compenser un Kd un peu plus bas par une augmentation du taux de dispatching ?

Merci.

Henri PROGLIO

Il est toujours extrêmement compliqué de répondre aux questions sur l'impact des décisions de l'ASN, car vous vous rendez bien compte que, par respect pour l'ASN, il est difficile de dire que quoi qu'ils décident, ça n'aura aucun impact sur rien ! Ça me paraît du ressort de la provocation et donc, je ne souhaite pas, par respect pour cette autorité-là, commenter en quoi que ce soit ses propres décisions. L'ASN décide, en toute liberté, et bien sûr indépendance, ce qu'elle doit exiger de la part des opérateurs. Quand on dit « des opérateurs en France », ils sont tous réunis autour de cette table.

Dire que nos rapports avec l'ASN sont des rapports de confiance me paraît évident, parce qu'on vit au quotidien avec l'autorité de sûreté. Ça n'est pas comme un contrôle fiscal qui intervient une fois de temps en temps. C'est un contrôle en continu. Par conséquent, c'est une coopération, inévitablement entre professionnels, spécialistes, sans aucune complaisance, sans aucune complicité, mais avec une vraie relation de travail quotidien. Quand nous avons remis notre rapport à l'ASN, conformément à ce qui avait été anticipé et demandé, sur à la fois l'état du parc

Transcription intégrale

et sur les préconisations que nous pourrions faire post-Fukushima, ce rapport a été immédiatement mis en ligne et donc, vous en avez eu connaissance, de la part de l'ASN. Quand vous regardez ce rapport et ensuite, les préconisations qui ont été faites par l'ASN, vous voyez qu'il y a une très grande convergence entre les professionnels du Groupe et les responsables de l'ASN sur cette vision de la sûreté nucléaire.

Par conséquent, quand on vous donne des ambitions, des objectifs, en matière d'investissement, en matière de tenue du parc, en matière de productivité, en matière de disponibilité, nous intégrons la vie courante et les anticipations naturelles de notre compréhension de ce que devrait être l'évolution de la productivité du parc, tout en respectant l'ASN.

Donc, je ne me prononcerai pas sur quoi que ce soit qui soit spéculatif en termes intellectuels. Peut-être qu'Hervé veut rajouter quelque chose ?

Hervé MACHENAUD

Peut-être à la question spécifique de savoir si les décisions de l'ASN auraient des conséquences structurelles sur le Kd, la réponse est non. L'enjeu, c'est effectivement la charge de travail dans ces périodes, une charge de travail considérable, et c'est l'enjeu qui a été exprimé par Thomas PIQUEMAL tout à l'heure, c'est-à-dire cette période de lourds investissements demande une organisation afin d'améliorer l'efficacité des arrêts de tranches. Notre problème de Kd dans les années précédentes était essentiellement lié aux arrêts dits fortuits. Ce dont on parle ici, ce sont des arrêts programmés et, forcément, plus il y a de travaux à réaliser, et plus les arrêts

Transcription intégrale

programmés sont lourds en contenu et, par conséquent, peuvent être plus lourds aussi en volume, mais c'est dans une perspective, effectivement, de diminuer les arrêts non programmés et donc, à terme, revenir sur une disponibilité maximum.

Blanca RIEMER, MergerMarket

Monsieur PROGLIO, Monsieur PIQUEMAL, la dette va augmenter de 1,5 milliard en 2012. Déjà, elle n'a pas beaucoup baissé entre 2011 et 2010 : quelle est votre stratégie pour réduire l'endettement du Groupe ? Merci.

Thomas PIQUEMAL

Alors, ce n'est pas tellement l'augmentation de la dette en valeur absolue qu'il faut regarder, c'est le respect des ratios clés. C'est pour ça que je vous ai donné, d'ailleurs, un engagement à moyen terme de respect d'être inférieur à ce ratio de 2,5 fois dette sur EBITDA.

Par ailleurs, je tiens quand même à rappeler que, dans cette dette du Groupe, nous avons, fin 2011, 3,8 milliards d'euros de créances de CSPE qui rapportent 0, que nous portons et qui figurent, et que nous finançons au travers de cette dette. Donc, pour nous, c'est un grand enjeu que d'arriver à traiter ce sujet-là. Ensuite, nous avons le meilleur rating du secteur. Nous avons bien l'intention de le conserver, et c'est la raison pour laquelle je vous dis que ce qui est important, c'est le respect des ratios, et pas tellement l'augmentation de la dette en valeur absolue.

Transcription intégrale

Intervenante

Question sur les possibles cessions

Thomas PIQUEMAL

Vous voulez savoir si nous allons faire des cessions ? On a une trajectoire de capex net, qui vous montre que nous avons réalisé un petit peu plus de cessions en 2011 par rapport à 2010 (400 millions par rapport à 100), il s'agit là de cessions récurrentes notamment, pour le reste, je ne ferai pas de commentaire.

Je crois que nous avons une session spécifique presse maintenant et qu'on peut passer à d'autres questions, je pense.

Henri PROGLIO

Je crois qu'on a couvert à peu près les questions qui nous ont été adressées. Merci infiniment, à très bientôt et merci de votre présence. Merci.